



Clarity on Business Reporting

**Lire et comprendre
les rapports annuels**

8^{ème} édition





Clarity on Business Reporting

Lire et comprendre les rapports annuels

05

05 **Editorial**

06 **Plus personne ne lit les rapports annuels**

Critères pour un rapport annuel pertinent

16 **Attentes et réalité dans le domaine de l'audit**

Le professeur Peter Leibfried et Philipp Hallauer en conversation

22

Questions et réponses

22 Présentation des comptes en Suisse

26 Rapport annuel

28 Rapport sur la gouvernance d'entreprise et de rémunération

32 Bilan

40 Compte de résultat global avec le compte de résultat

50 Tableau des fonds propres

54 Tableau de financement

58 Annexe

64 Rapport de l'organe de révision

75

75 **Contacts & impressum**

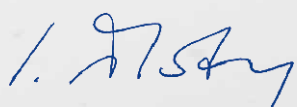


Lire et comprendre les rapports annuels

Chère lectrice, cher lecteur,

Le monde dans lequel nous vivons évolue très rapidement. Chaque jour, nous sommes inondés d'informations dont la durée de vie s'amenuise et qui doivent être mises à jour. Des informations qui, face à la menace que constituent les «fake news», doivent être vérifiées de plus en plus souvent.

Dans ce contexte dynamique, l'importance des rapports annuels reste élevée. Ceux-ci ont pour but de structurer les informations financières et les autres données pertinentes des entreprises afin de créer la confiance auprès des investisseurs, des banques, des autorités et de beaucoup d'autres parties prenantes. Combinés à de nombreuses autres mesures de communication, ils contribuent directement à assurer la fiabilité et le bon fonctionnement des marchés financiers. Or la réalité n'est pas toujours conforme aux prévisions: l'intérêt porté aux informations des entreprises évolue en permanence, tant en termes de contenu que de forme. Par conséquent, les rapports annuels connaissent eux aussi une transformation importante depuis des années.



Lukas Marty

Responsable Audit et membre de la Direction
KPMG Suisse

La présente publication s'adresse aux étudiants, aux enseignants et aux médias ainsi qu'à beaucoup d'autres personnes des milieux économiques, scientifiques et politiques qui s'intéressent aux informations financières. Elle offre un aperçu des principaux développements actuels et futurs. De plus, elle indique quels éléments sont nécessaires pour produire un rapport annuel ciblé et pertinent et explique avec des termes simples ce à quoi correspondent le compte de résultat, le bilan, le tableau des fonds propres, le tableau de financement et les informations correspondantes dans l'annexe. Par ailleurs, nous prenons position quant au rôle et à la responsabilité du réviseur, qui vont largement au-delà de la formulation d'une opinion d'audit et renforcent la confiance créée par le rapport annuel.

«Lire et comprendre les rapports annuels», qui est depuis bientôt 20 ans l'une des publications les plus lues de KPMG, paraît pour la 8^{ème} fois. Ceci atteste de l'importance toujours élevée qui est accordée à la compréhension des rapports annuels. Il est utile de se demander périodiquement comment les entreprises doivent présenter leurs informations clés avec crédibilité et fiabilité vis-à-vis de l'extérieur.

Nous vous souhaitons une agréable et intéressante lecture.



Daniel Haas

Partner Audit et Accounting Advisory Services
KPMG Suisse

Plus personne ne lit les rapports annuels

Un reporting ciblé et pertinent

On entend de plus en plus souvent que plus personne ne lit les rapports annuels – non seulement les lecteurs non aguerris, mais aussi les membres de Conseils d’administration, les responsables financiers et les investisseurs. Les rapports annuels sont traditionnellement des documents étendus qui contiennent de nombreuses informations détaillées ainsi que des explications complexes sur la présentation des comptes d’une entreprise. Les investisseurs, les banques, les autorités et les autres parties prenantes doivent obtenir des informations aussi réalistes que possibles concernant la situation financière de l’entreprise. Alors que le reporting traditionnel consiste dans une compilation de rapports sur différents secteurs de l’entreprise et qu’il présente un caractère rétrospectif, la tendance actuelle est à un reporting qui intègre mieux les différentes disciplines et contient davantage d’informations prospectives. Dans ce contexte, se pose la question de la structure idéale d’un rapport annuel si celui-ci pouvait être établi sur des bases totalement nouvelles.

Les rapports annuels sont des publications plutôt lourdes et fastidieuses. Ils contiennent des pages entières de chiffres et de détails relatifs à la présentation des comptes, souvent accompagnés de textes complexes concernant les activités de l’entreprise et les développements intervenus au cours de l’exercice sous revue. Les contenus accumulés et complétés au fil des années ainsi que les nouvelles exigences des législateurs, des normalisateurs et de la Bourse en ont accru le volume. C’est pourquoi les entreprises

cherchent souvent, en les structurant de manière attrayante, à réduire la masse des chiffres. Beaucoup de lecteurs des rapports annuels et des rapports financiers veulent toutefois des contenus plus succincts et plus pertinents, ce qui constitue une raison suffisante pour réfléchir à établir un reporting ciblé et pertinent. S’il était possible de concevoir un rapport annuel totalement nouveau, quelles en seraient les bases et quelles questions clés les responsables devraient-ils se poser?

1

A quelles parties prenantes («stakeholders») adressons-nous le rapport annuel?

2

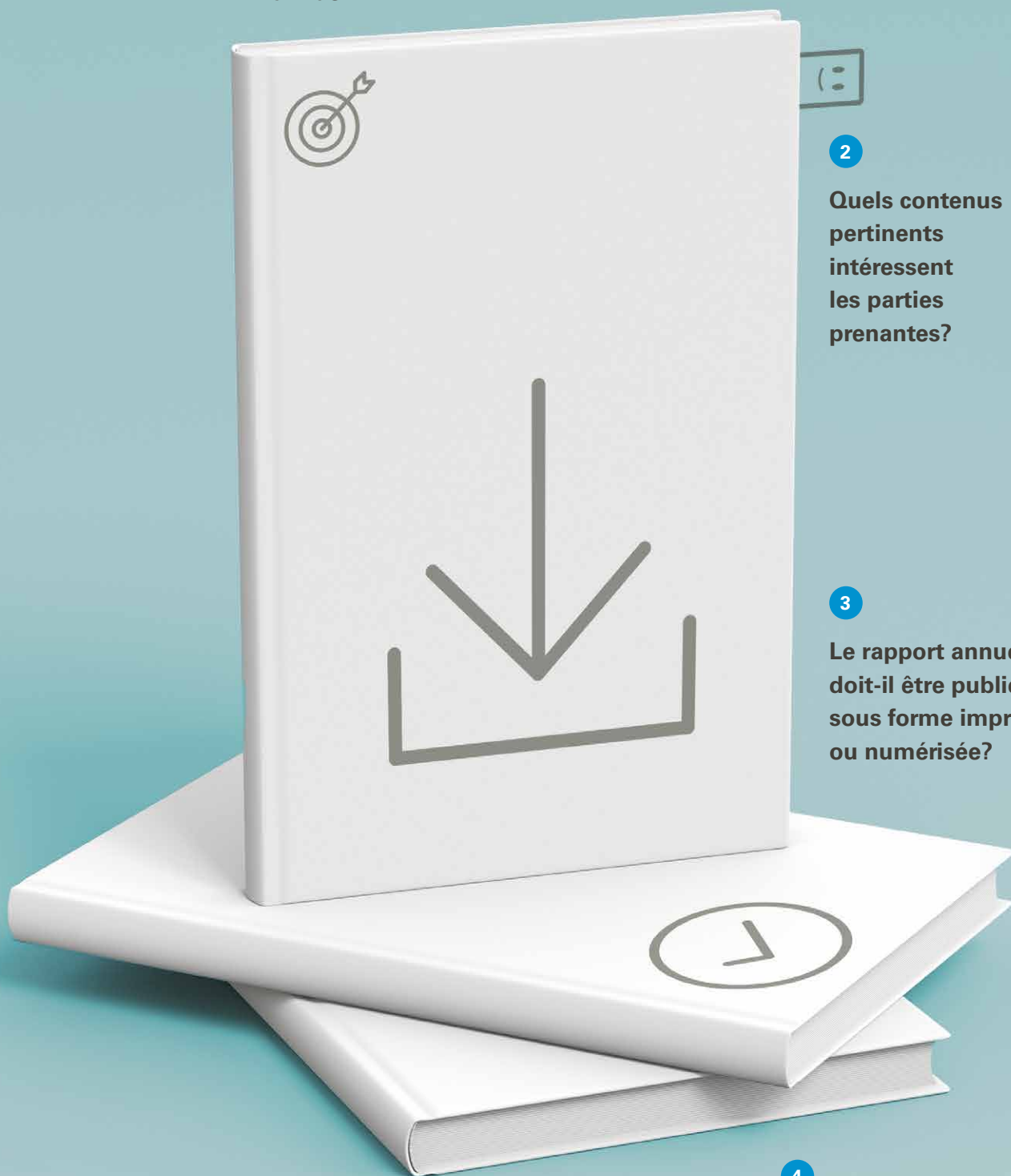
Quels contenus pertinents intéressent les parties prenantes?

3

Le rapport annuel doit-il être publié sous forme imprimée ou numérisée?

4

Quels éléments doivent être vérifiés par un organe indépendant?





1 A quelles parties prenantes adressons-nous le rapport annuel?

Aujourd'hui, les diverses parties prenantes évoluent plus que jamais en réseau et peuvent exercer activement une influence sur les entreprises. Beaucoup d'entreprises cherchent donc, via une communication ciblée, à renforcer les échanges actifs afin d'améliorer leur réputation, d'apprendre des parties prenantes et éventuellement de les intégrer dans les décisions opérationnelles. Le rapport annuel étant un instrument essentiel de la communication d'entreprise, des informations ciblées doivent toujours être fournies aux parties prenantes. L'augmentation du nombre de destinataires accroît toutefois le risque, en raison du volume élevé de données, de ne plus pouvoir satisfaire les besoins des différentes parties prenantes en matière d'informations. Les entreprises qui établissent des rapports annuels doivent donc définir en amont quelles sont les parties prenantes concernées et quels sont leurs besoins d'informations.

Outre les investisseurs, les analystes financiers et les créanciers, les collaborateurs, les clients, les fournisseurs, les régulateurs, les législateurs et le grand public sont également considérés comme des parties prenantes.

Le rapport annuel – la communication des états financiers – s'adresse habituellement aux investisseurs et aux créanciers. Une entreprise doit donc se demander si d'autres outils de communication, comme un site web ou des brochures d'information, peuvent être utilisés en complément au rapport annuel pour satisfaire les besoins d'informations d'autres parties prenantes. En tant qu'instrument de communication annuel, le rapport annuel se concentre ainsi sur la marche des affaires au cours de la période sous revue, alors que les informations valables à plus long terme peuvent être trouvées ailleurs.



2 Quels contenus pertinents intéressent les parties prenantes?

Une fois que les parties prenantes ont été définies, les contenus pertinents peuvent être élaborés. En raison des différents éléments qui constituent le rapport annuel, l'établissement de ce dernier constitue un projet multidisciplinaire. Outre les Investor Relations, le service de communication et l'équipe finances et controlling, d'autres responsables (p. ex. les ressources humaines, le service juridique et le département IT) doivent y être intégrés. Les éléments suivants **font partie du rapport annuel traditionnel des sociétés cotées à la bourse suisse (SIX Swiss Exchange)**:

A Introduction / lettre aux actionnaires

Lettre d'introduction du président du Conseil d'administration (et du CEO) aux actionnaires – celle-ci résume les principaux aspects liés à l'évolution de l'entreprise au cours de l'exercice écoulé et présente souvent les perspectives pour l'année à venir.

B Rapport d'activité / Management Discussion & Analysis (MD&A)

Explications détaillées, notamment sur la mise en œuvre de la stratégie, la réalisation des objectifs, le modèle d'affaires de l'entreprise, les opportunités et les risques, l'analyse quantitative et qualitative de la performance de l'entreprise et de ses divisions / segments, les indicateurs alternatifs de performance (voir la page 48) et les informations sur les marchés des capitaux.



C Rapport sur la gouvernance d'entreprise

Description de la structure de gestion et de surveillance de l'entreprise, de la répartition des tâches entre le Conseil d'administration, la Direction du groupe et les autres organes, et de la manière dont la gouvernance d'entreprise a été assurée au cours de l'exercice sous revue (conformément aux prescriptions de la Directive concernant les informations relatives à la Corporate Governance de SIX Exchange Regulation – voir le chapitre rapport sur la gouvernance d'entreprise et rémunération à la page 29.

D Rapport de rémunération

Informations détaillées concernant la rémunération effectivement versée aux membres (actuels et passés) du management de l'entreprise (Conseil d'administration et Direction), établies conformément aux dispositions de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) – un rapport d'audit est publié concernant les chiffres du rapport de rémunération.

E Rapport sur la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) ou rapport sur le développement durable

Informations sur l'impact des activités de l'entreprise sur la société et l'environnement, explications sur les efforts déployés par l'entreprise en relation avec la présentation des indicateurs financiers et non financiers; des éléments du rapport sur le développement durable sont souvent intégrés dans le MD&A – le rapport sur le développement durable dans son

ensemble, établi selon une norme reconnue telle que les GRI Sustainability Reporting Standards, est fréquemment disponible en ligne en tant que document distinct.

F Reporting financier

Celui-ci comprend généralement les éléments ci-dessous, lesquels sont expliqués en détail à partir de la page 26 de la présente publication:

- Les **comptes consolidés**, comprenant les «Primary Financial Statements» – c.-à-d. le **bilan**, le **compte de résultat global** avec le **compte de résultat**, le **tableau des fonds propres** et le **tableau de financement** – ainsi que **l'annexe** correspondante (établie selon une norme comptable reconnue telle que les Swiss GAAP RPC, les IFRS ou les US GAAP)
- Le **rapport de l'organe de révision** sur l'audit des comptes consolidés
- Les **comptes individuels de la société holding**, comprenant le compte de résultat, le bilan et l'annexe explicative (établis selon les prescriptions du Code des obligations)
- La **proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan**
- Le rapport de l'organe de révision sur l'audit des comptes individuels de la société holding.
- De plus, un aperçu pluriannuel des indicateurs clés est souvent présenté.

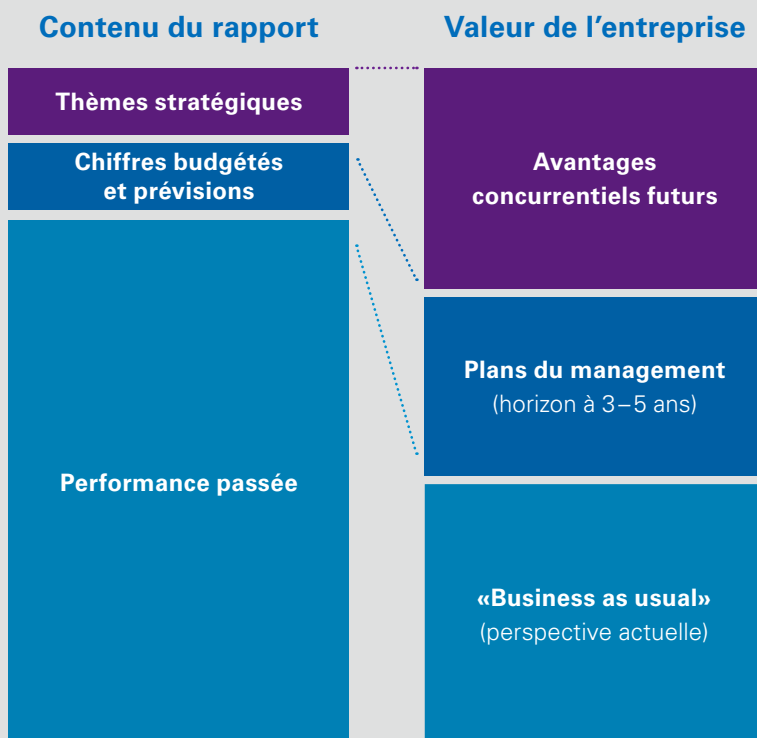
Une stricte corrélation entre les informations pertinentes

Le reporting annuel se compose d'un certain nombre d'éléments obligatoires tels que le rapport d'activité, le rapport sur la gouvernance d'entreprise et le rapport financier.

Du point de vue des investisseurs, le rapport annuel doit toutefois montrer la manière dont l'entreprise crée de la valeur pour assurer son succès futur. Les états financiers constituent souvent jusqu'aux deux tiers des rapports actuels, bien qu'ils renseignent principalement sur le passé. Ceux-ci sont donc souvent d'une utilité limitée pour déterminer la manière de relever les défis à venir, car les flux de trésorerie futurs découlent principalement des valeurs incorporelles. Bien souvent, ces derniers ne ressortent pas directement du bilan (en particulier, marques développées en interne, processus efficaces, collaborateurs bien formés et qualifiés, capacité d'innovation). A cet égard, des informations supplémentaires sur la performance de l'entreprise ainsi que des indicateurs de performance mesurables, sur lesquels il est possible de rendre des comptes, sont nécessaires.

Au sens d'une approche «top down», le rapport annuel doit se concentrer sur la stratégie et les objectifs poursuivis par l'entreprise et sur le modèle d'affaires permettant de générer des revenus. Quels éléments sont importants pour l'entreprise et quelles sont les prévisions concernant les ressources essentielles? Sur quels aspects le management se concentre-t-il et quels investissements dans la recherche et le développement doivent générer des flux de trésorerie futurs pour l'entreprise? La corrélation entre les différents indicateurs permet de montrer quels vecteurs de valeur principaux sont pilotés par le management pour assurer le succès de l'entreprise. A cet égard, les informations sur la qualité des relations clients, les collaborateurs ou d'autres indicateurs non financiers sont souvent tout aussi importants que les indicateurs financiers pour l'évaluation de la valeur de l'entreprise.

La «lacune de reporting»



Integrated Reporting Framework

L'Integrated Reporting Framework (<IR>) publié fin 2013 par l'International Integrated Reporting Council (IIRC) montre une voie possible en ce qui concerne l'évolution du rapport annuel. S'agissant des besoins d'informations des bailleurs de capitaux, l'accent doit être placé plus fortement sur la stratégie et le modèle d'affaires, et une mise en lien entre des parties jusqu'ici «isolées» du reporting ainsi que des indicateurs de performance financiers et non financiers est nécessaire. Il s'agit d'expliquer les corrélations et les progrès réalisés en termes d'atteinte des objectifs stratégiques et d'adopter une vision davantage prospective. En Suisse, l'application de l'<IR> n'est pas obligatoire. Les rapports annuels actuels de certaines entreprises suisses contiennent toutefois beaucoup des principes ancrés dans l'<IR>, voire même parfois un lien volontaire et explicite avec ce référentiel basé sur des principes.

Disclosure Initiative: focus sur les informations pertinentes pour les parties prenantes

Les organes de normalisation ont eux aussi constaté que la complexité croissante de la présentation des comptes et les nouvelles exigences en matière de reporting nuisaient à la clarté et à la lisibilité des rapports annuels. L'International Accounting Standards Board (IASB) – qui établit les normes comptables IFRS – a ainsi publié un document au titre très évocateur: «Better Communication in Financial Reporting».

Celui-ci plaide en faveur de comptes consolidés plus pertinents et fournit des exemples illustratifs concrets sur la manière de structurer les comptes consolidés de façon plus lisible. A l'aide d'exemples de bonnes pratiques et d'un sondage exhaustif auprès des responsables concernés, les principes de base suivants ont été définis afin d'assurer une communication efficace:

1 Spécifique à l'entreprise

Abandon des «boilerplates» (stéréotypes) au profit d'informations adaptées à l'entreprise

2 Simple et direct

Utilisation de descriptions et de structures de phrases simples, sans omettre des informations utiles

3 Meilleure organisation

Présentation pertinente des informations (séquence) afin d'aider les utilisateurs à distinguer ce qui est essentiel de ce qui l'est moins

4 Meilleure corrélation

Mise en lien d'informations afin de rendre plus compréhensible pour les utilisateurs la relation entre les différentes informations

5 Meilleure structuration

Choix d'un format approprié pour la présentation des informations

6 Absence de doublons

Pas de répétitions inutiles qui alourdissent la communication

7 Meilleure comparabilité

Publication d'informations qui améliorent la comparabilité entre les entreprises et d'une période à l'autre, sans nuire à l'utilité

Source: «Better Communication in Financial Reporting», IFRS Foundation (octobre 2017)

Ces principes peuvent être pris en compte pour le rapport annuel dans son ensemble, et pas uniquement pour les comptes consolidés. L'Integrated Reporting Framework et les normes de présentation des comptes ont en commun de se concentrer sur l'essentiel. Les IFRS définissent comme essentiel ce qui est important

pour la prise de décisions par les destinataires des comptes annuels. Les explications standardisées qui ressortent directement d'autres rapports annuels ou de la norme de présentation des comptes ne sont pas utiles dans un rapport établi selon le principe de la «true and fair view».

Choix de la norme comptable appropriée

Les chiffres audités des comptes annuels établis selon une norme comptable reconnue (voir Normes comptables reconnues auprès de SIX Swiss Exchange) servent de base à tout rapport annuel. A partir des états financiers audités, les indicateurs clés sont notamment présentés dans des aperçus pluriannuels dans le rapport annuel et servent de base de décision pour les investisseurs et les créanciers. Avant de concevoir le rapport annuel, l'entreprise doit se demander sur quelle base elle établit ses comptes consolidés, quels principes de

comptabilisation et d'évaluation doivent être appliqués et quel degré de transparence doit être assuré envers les destinataires des comptes annuels. Les comptes consolidés de plus de la moitié des entreprises cotées auprès de SIX Swiss Exchange sont établis selon les International Financial Reporting Standards (IFRS). Les entreprises qui appliquent le référentiel suisse Swiss GAAP RPC (RPC) représentent environ un tiers. Les autres entreprises appliquent le référentiel américain US GAAP ou des dispositions légales spécifiques (p. ex. banques).

Normes comptables reconnues auprès de SIX Swiss Exchange

	IFRS	Swiss GAAP RPC	US GAAP
Cible	Sociétés cotées à rayonnement international	PME, groupes ou sociétés cotées orientés sur le marché suisse des capitaux	Sociétés cotées orientées sur le marché américain des capitaux
Etendue	Env. 3'600 pages	Env. 200 pages	Env. 25'000 pages
Orientation	Orientation sur des principes	Orientation sur des principes	Orientation sur des règles / Orientation sur des cas particuliers
Publication	Extensive	Etendue concentrée des informations publiées	Extensive
Modifications	Permanententes	Rares	Permanententes
Option	Options limitées	Diverses options disponibles	Options très limitées

Depuis longtemps, les IFRS ne sont plus pertinentes ni nécessaires pour toutes les entreprises. Face aux nombreuses normes qui doivent être mises en œuvre et intégrées en cas de nouveautés, les entreprises doivent souvent procéder à des changements organisationnels substantiels et coûteux, qui absorbent des ressources importantes. Pour les entreprises d'envergure mondiale, les IFRS constituent de facto une «langue de reporting internationale». Dans beaucoup de pays, les IFRS ont également été définies comme un référentiel pertinent du point de vue du droit commercial, ce qui facilite le reporting au niveau du groupe. L'amélioration de l'accès au marché international des capitaux et la comparaison avec les concurrents d'un même secteur sont souvent citées comme des raisons ayant motivé le choix des IFRS. Si les arguments mentionnés ne font pas mouche, une entreprise doit se demander pourquoi elle doit appliquer un référentiel aussi complexe par rapport aux Swiss GAAP RPC.

Face au coût et à la complexité des normes comptables internationales, les Swiss GAAP RPC ont gagné en popularité ces dernières années. En tant que référentiel suisse, elles sont peu connues au niveau mondial et auprès des investisseurs internationaux. En revanche, leur faible complexité et leur faible coût, tout comme le fait que les parties prenantes n'exigent pas obligatoirement d'utiliser les IFRS comme référentiel comptable, plaident en faveur des Swiss GAAP RPC. La solution suisse de la «true and fair view» est nettement plus gérable en termes de volume. Des entreprises de renom sont d'ores et déjà passées des IFRS aux Swiss GAAP RPC pour leur reporting.



3 Le rapport annuel doit-il être publié sous forme imprimée ou numérisée?

Le nouveau monde numérique ouvre également des perspectives nouvelles dans le domaine du reporting. Il ne s'agit pas de gains d'efficacité dans la présentation des comptes ou le processus d'audit, mais uniquement des opportunités et des possibilités offertes par le reporting électronique. Les économies réalisées au niveau des coûts de papier, d'impression, de stockage et d'envoi constituent clairement les avantages d'une solution en ligne. Mais la numérisation ouvre d'autres opportunités. Par exemple, une individualisation accrue des informations et, par conséquent, une meilleure interaction avec les investisseurs et les autres parties intéressées. Les fonctions basées sur le web (p. ex. une commande permettant d'imaginer différents scénarios de rémunération), le matériel photographique ou les fichiers vidéo et audio permettent de montrer et d'illustrer les informations de diverses manières, et ce de façon optimisée en fonction des différents dispositifs de sortie.

Cette tendance s'est fortement développée ces dernières années et fait aujourd'hui partie des bonnes pratiques en matière de reporting. Ainsi, il existe aujourd'hui moins de rapports annuels imprimés et davantage de solutions numériques individualisées. Le reporting en ligne est également soutenu par les activités sur les médias sociaux. Les #Hashtags et les \$Cashtags renvoient aux chiffres et faits les plus récents du monde de l'entreprise et de la finance. La logistique coûteuse liée à l'envoi des documents est ainsi remplacée par les canaux agiles des médias sociaux. Là encore, nous nous trouvons au début d'une évolution qui nous mènera progressivement sur la voie d'une communication en temps réel, transparente et ouverte, des indicateurs clés d'une entreprise (voir l'encadré sur la périodicité du reporting selon le droit boursier). La technologie de la Blockchain laissera là aussi son empreinte. L'individualisation en fonction des destinataires bénéficiera clairement aux investisseurs, aux bailleurs de capitaux, aux autorités et au public intéressé. Et, il faut l'espérer, aux entreprises.

Périodicité du reporting des sociétés cotées auprès de SIX Swiss Exchange

Obligations de reporting selon le droit boursier	Entreprises avec instruments de capitaux propres (actions)	Entreprises avec instruments de capitaux étrangers (emprunts)
Rapport annuel	<ul style="list-style-type: none"> • Dans les 4 mois suivant la date du bilan • Comptes annuels audités (comptes consolidés, comptes individuels) 	
Rapport intermédiaire	<ul style="list-style-type: none"> • Dans les 3 mois suivant la date du bilan • Comptes intermédiaires pas audités 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'obligation
Autres obligations de reporting légales	<ul style="list-style-type: none"> • En fonction des événements • P. ex. publicité ad hoc, opérations réalisées par le management, changements au niveau du Conseil d'administration / de la Direction du groupe 	



4 Quels éléments du rapport annuel sont audités par un organe indépendant?

Pour les destinataires des états financiers, il est utile de savoir quels éléments du rapport annuel ont été audités par un organe indépendant et dans quelle mesure celui-ci atteste que les informations correspondantes sont en conformité avec les règles. Cette approche est source d'assurance et de confiance pour les investisseurs, les créanciers et les clients ainsi que les fournisseurs existants et potentiels.

Les éléments audités sont signalés clairement et s'accompagnent d'un rapport distinct. Dans les rapports de l'organe de révision sur les états financiers, les investisseurs et les créanciers trouvent des informations correspondantes sur le respect de la norme comptable ainsi que des informations sur les «éléments clés de l'audit» («Key Audit Matters»). Le rapport de rémunération est audité par l'organe de révision conformément à l'Ordonnance sur les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (art. 17 ORAb).

S'agissant des autres informations fournies dans le rapport annuel (p. ex. rapport sur la gouvernance d'entreprise, rapport d'activité), il n'existe pas d'obligation de vérification explicite et, par conséquent, elles ne sont pas couvertes par l'opinion d'audit émise par l'organe de révision. Ce dernier doit toutefois lire les autres informations du rapport annuel et évaluer leur cohérence par rapport aux états financiers. Cette obligation résulte des dispositions de la Norme d'audit suisse NAS 720 et de l'ISA 720 («Les obligations de l'auditeur au regard des autres informations dans des documents contenant des états financiers audités»). Le rapport facultatif sur le développement durable est lui aussi parfois soumis à une vérification. Celle-ci ne fait pas partie d'un audit statuaire et est réalisée par un cabinet d'audit sur la base d'un mandat.

Aperçu des obligations d'audit

Elément	Exigence en termes d'audit
Introduction / Lettre aux actionnaires	
Rapport d'activité «Management Discussion & Analysis»	Pas d'obligation d'audit: l'organe de révision externe évalue la cohérence par rapport aux états financiers
Rapport sur la gouvernance d'entreprise	
Rapport de rémunération	Sociétés cotées en bourse: vérification par un organe de révision
Rapport sur le développement durable «Responsabilité sociale d'entreprise»	Pas d'obligation d'audit Audit facultatif sur la base d'un mandat
Comptes consolidés	
Comptes individuels de la société holding et proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan	Vérification par un organe de révision

«Les entreprises doivent remettre en question le statu quo concernant leur rapport annuel et identifier des possibilités de répondre de manière encore plus ciblée aux besoins de leurs parties prenantes, notamment en matière d'information.

La numérisation ouvre de nouvelles possibilités en matière d'individualisation et d'interaction – cette opportunité doit absolument être saisie.»

Daniel Haas

Partner Audit et Accounting Advisory Service, KPMG Suisse

«Plus les chiffres sont mauvais, plus les mots sont lénifiants»

Attentes et réalité dans le domaine de l'audit

Le professeur **Peter Leibfried**, de l'Université de Saint-Gall, et **Philipp Hallauer**, Responsable National Quality & Risk Management chez KPMG Suisse, débattent des défis et des risques liés à l'audit.

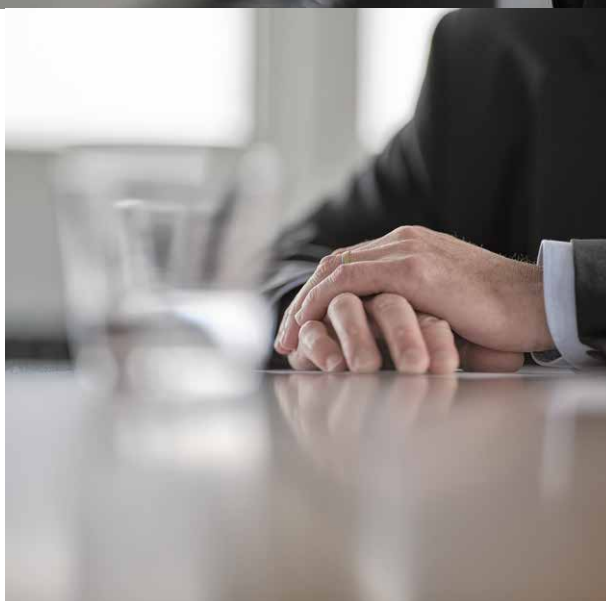
Véritable pièce maîtresse du reporting d'entreprise, le rapport annuel doit présenter les chiffres – et donc la situation d'une entreprise – d'une façon claire, transparente et comparable. L'audit a pour but de vérifier si les principes comptables ont été appliqués correctement et d'évaluer la capacité de l'entreprise à poursuivre son exploitation. Or la mission et l'objectif de l'audit donnent toujours lieu à des malentendus et à des différences au niveau des attentes. Cet «expectation gap» est aussi vieux que la branche de l'audit elle-même. Toutefois, les unes négatives se sont multipliées dernièrement dans les médias. L'audit est-il devenu plus risqué? Faut-il davantage de règles et de lois? Ou la numérisation et les Big Data vont-ils y remédier?

Prof. Peter Leibfried: Ces derniers temps, les Big 4 n'ont cessé de faire la une des journaux du monde entier. L'audit est-il devenu plus risqué?

Philipp Hallauer: L'audit en lui-même a toujours été risqué. Le statut d'organe, la responsabilité solidaire et le fait que nous ne soyons pas présents chez le client tout au long de l'année sont des aspects importants. Viennent encore s'y ajouter à présent la dynamique du changement, l'évolution technologique fulgurante et la réglementation transfrontalière croissante. L'intérêt des médias et du public pour notre travail augmente par conséquent continuellement. Notre activité est effectivement devenue plus risquée.



A g. **Philipp Hallauer**, Responsable National Quality & Risk Management, KPMG Suisse
A d. **Prof. Peter Leibfried**, Institute of Accounting, Control & Auditing, Université de Saint-Gall



«A vrai dire, on n'est véritablement indépendant que si l'on est prêt, dans certaines circonstances, à abandonner ou à perdre un mandat.»

Prof. Peter Leibfried: Comment gérez-vous l'expectation gap, cet écart entre les attentes du public, des médias et des autres groupes intéressés, d'une part, et la réalité de votre profession, d'autre part?

Philipp Hallauer: Oui, l'expectation gap fait partie de mon quotidien depuis 30 ans. Il est en rapport direct avec la confiance, base centrale et condition du bon fonctionnement du marché des capitaux et de notre économie. Les acteurs du cycle économique doivent avoir confiance dans notre travail. Nous devons leur fournir ce qu'ils sont en droit d'attendre d'un audit. Les auditeurs doivent et peuvent combler cette lacune, si elle existe. D'autre part, le décalage entre attentes et réalité tient aussi à ce que le grand public pense parfois que nous occupons la fonction d'un Compliance Officer, que nous devrions détecter toutes les irrégularités et que nous sommes les garants de la survie de l'entreprise à plus ou moins long terme. Dans le cadre de notre mandat légal, nous ne pouvons pas répondre à de telles attentes. Ce point doit être clarifié une fois pour toutes. La branche, les autorités, le monde politique et surtout les médias portent ici une responsabilité.

Prof. Peter Leibfried: La tendance à «plus de sécurité» et «plus de contrôle», «être protégé contre tout» est dans l'air du temps. Va-t-il être plus difficile de s'adapter à cette attente?

Philipp Hallauer: Là, je vous donne raison. Aujourd'hui, l'être humain ne veut connaître, si possible, ni accidents ni surprises. Et s'il arrive quelque chose malgré tout, il faut toujours qu'il y ait un coupable. D'un autre côté, cette attitude souligne l'importance et la pertinence de notre profession. Avec de nouvelles méthodes de contrôle, de nouvelles approches et aussi plus

de moyens dans les contrôles, nous pouvons répondre à beaucoup de ces attentes et combler les écarts entre attente et réalité. Cependant, c'est à d'autres organismes de répondre à l'attitude fondamentale générale de la société en faveur d'une sécurité et d'un contrôle absolus. Car il y aura toujours des erreurs dans l'économie, et il y aura aussi toujours des entreprises qui sombreront.

Prof. Peter Leibfried: Le comportement des collaborateurs face aux risques a-t-il changé par rapport à précédemment?

Philipp Hallauer: Aujourd'hui, le lien social unissant à un employeur n'est plus le même qu'il y a 50 ans. La mobilité mondiale y contribue. Cela a une influence sur le comportement des employés face aux risques et aux erreurs, y compris en particulier chez les cadres. La loyauté est moins marquée, ce qui veut dire que si quelque chose tourne mal, on peut poursuivre son chemin ailleurs. Dans l'espace anglo-saxon, cette culture est encore plus marquée, d'autant plus que là-bas, l'échec en lui-même n'est pas connoté aussi négativement. En même temps, et précisément pour cette raison, la densité des réglementations est, par exemple aux Etats-Unis, beaucoup plus importante qu'en Europe. Mais nous sommes en très bonne voie pour les rattraper...

Prof. Peter Leibfried: L'approche d'audit actuelle sera-t-elle un jour remplacée par une procédure d'audit en temps réel?

Philipp Hallauer: On en parle effectivement dans la branche. Ce serait une approche véritablement intéressante. Cependant, un traitement en temps réel de l'ensemble des processus complexes à l'œuvre dans des groupes

mondiaux n'est pas tâche facile. Nous verrons bien où nous mènera l'innovation sur ce thème.

Prof. Peter Leibfried: Quel rôle l'indépendance joue-t-elle en ce qui concerne la qualité des audits?

Philipp Hallauer: L'indépendance est une condition centrale pour la révision externe. Sans indépendance, l'organe de révision perd sa crédibilité et donc la confiance de toutes les parties prenantes, quelle que soit la manière dont l'audit a pu être réalisé. Les lecteurs de bilans ont confiance dans la neutralité et l'objectivité de notre jugement. C'est précisément pour cette raison qu'il existe, au niveau national comme au niveau international, quantité de règles du jeu dont nous garantissons le respect par une multitude de processus et de contrôles, par de la formation et de la communication. Le fait que toutes les parties prenantes n'entendent pas la même chose avec le concept d'indépendance vient encore compliquer la situation...

Prof. Peter Leibfried: Un réviseur peut-il être à 100% indépendant?

Philipp Hallauer: A vrai dire, on n'est véritablement indépendant que si l'on est prêt, dans certaines circonstances, à abandonner ou à perdre un mandat. Ce n'est bien sûr que le «worst case», mais c'est en définitive la conviction intérieure ou l'éthique professionnelle qui donne à un auditeur la force d'affronter un gros et important client avec détermination et conviction, et de lui expliquer pourquoi nous ne pouvons plus, le cas échéant, être complices d'un état de fait. En plus de cette «indépendance effective», il s'agit également de respecter la perception extérieure, «l'indépendance en apparence». En effet, si quelqu'un vient à poser la

question «Ce réviseur est-il encore indépendant?», la crédibilité et donc la confiance sont menacées.

Prof. Peter Leibfried: On débat avec une régularité constante de la séparation des Big 4 en entreprises d'audit et de conseil distinctes pour éviter les possibles conflits d'intérêts et les dépendances professionnelles. Est-ce une solution judicieuse à votre avis?

Philipp Hallauer: Le concept d'audit-only n'a encore jamais été appliqué. On en reparle au Royaume-Uni. Comme beaucoup, je suis sceptique à cet égard. Après la crise financière, même l'UE, plutôt adepte des réglementations, a refusé l'idée d'une séparation des prestations d'audit et de celles ne relevant pas de l'audit. Nous appliquons un modèle multidisciplinaire. Nos clients attendent des équipes dont les capacités reposent sur une large base.

Prof. Peter Leibfried: Quelle est l'importance du rôle des spécialistes dans l'audit?

Philipp Hallauer: Les exigences importantes à satisfaire par une révision nécessitent aussi, outre des auditeurs bien formés, des spécialistes IT, des spécialistes Forensic, des experts fiscaux, des spécialistes de la prévoyance professionnelle, des juristes, etc. Dans un scénario où les entreprises se limiteraient à l'audit, il serait illusoire de croire que celles-ci pourraient recruter et conserver ces spécialistes dans le même nombre et la même qualité.

Le modèle commercial multidisciplinaire actuel, qui permet l'intervention de spécialistes internes au profit des clients «audit» et d'offrir toute la gamme de prestations aux clients «conseil», est plus durable. Les équipes d'audit profitent ainsi de la vaste expérience et de la grande motivation des

spécialistes nécessaires. Ce modèle suppose cependant une culture axée sur la qualité des audits et exige de tous les collaborateurs une prise de conscience forte de l'intérêt que porte le public à notre travail.

Prof. Peter Leibfried: La Suisse devrait-elle s'inspirer plus fortement des évolutions en cours dans l'UE ou encore au Royaume-Uni en matière de réglementation?

Philipp Hallauer: Je suis contre un élargissement de la réglementation. Dans le domaine de l'audit et de la comptabilité, la Suisse a depuis toujours repris les normes internationales déjà très abondantes, ou a aligné ses standards sur celles-ci. Ce qui me paraît beaucoup plus important, c'est l'échange institutionnalisé entre notre branche, les autorités concernées et les milieux politiques, afin de continuer à renforcer la compréhension et donc aussi la qualité des audits.

Prof. Peter Leibfried: Que fait concrètement KPMG pour renforcer la qualité des audits et la confiance dans la profession en Suisse?

Philipp Hallauer: L'audit est un produit mondial, KPMG a donc lancé au niveau mondial différentes initiatives dans lesquelles nous sommes fortement impliqués. L'introduction d'un système complet de gestion de la qualité est une mesure centrale. Ce système repose sur le nouveau standard international ISQM-1. S'y ajoute l'implémentation d'un nouveau logiciel d'audit qui, basé sur un flux de travail prédéterminé, garantit que l'auditeur traite tous les aspects importants d'un contrôle. Par ailleurs, Big Data et numérisation font leur entrée dans notre travail. Nous assistons à une pénétration croissante du Data Analytics dans les travaux d'audit, ce qui permet d'automatiser les tâches

routinières et d'avoir ainsi une plus grande latitude de jugement.

Prof. Peter Leibfried: Les investissements importants dans l'assurance qualité et la numérisation du travail d'audit exercent une pression sur les marges – qu'est-ce que cela signifie pour la concurrence?

Philipp Hallauer: Ces investissements doivent nous permettre de finalement faire encore mieux notre travail, mais aussi de le faire de façon plus ciblée et donc plus efficace. Mais ils ont aussi, bien entendu, leur prix. De toute façon, avec la professionnalisation croissante des comités d'audit, les clients ont pris conscience du fait que l'audit apporte une plus-value importante, qui augmente même encore grâce aux investissements.

Philipp Hallauer: Quelles conséquences la numérisation a-t-elle pour la méthodologie scientifique dans la chaire d'enseignement KPMG en audit et comptabilité de l'Université de St-Gall?

Prof. Peter Leibfried: La numérisation modifie fondamentalement le travail scientifique! Autrefois, un étudiant avait peut-être lu 30 rapports annuels pour un travail de master, qu'il avait évalués selon des critères quelconques. Il en avait peut-être parcouru 100 ou 300 pour un travail de doctorat. Aujourd'hui, les étudiants programment un algorithme qui analyse l'ensemble des textes de 500 rapports annuels en trois secondes, permettant des évaluations en langage courant, menant à des conclusions telles que «Plus les chiffres sont mauvais, plus les mots sont lénifiants». Nous nous en étions toujours doutés, maintenant nous pouvons le démontrer scientifiquement. C'est le nouveau monde de la science analytique dans le domaine de l'audit et de la comptabilité.

**«Après la crise financière,
même l'UE, plutôt adepte
des réglementations,
a refusé l'idée d'une
séparation des prestations
d'audit et de celles ne
relevant pas de l'audit.»**



Présentation des comptes en Suisse

Questions et réponses

Dans le droit suisse, les dispositions en matière de présentation des comptes sont traditionnellement concises. Seules les sociétés cotées en bourse, les grandes sociétés coopératives et les grandes fondations doivent établir leurs comptes annuels et leurs comptes consolidés selon une norme reconnue.



Comment la présentation des comptes est-elle réglée en Suisse?

Les dispositions du Code des obligations (CO 1991) comprenaient les art. 660 à 670 et faisaient partie du droit de la société anonyme. A la fin de l'année 2011, le Parlement a approuvé de nouvelles dispositions comptables indépendantes de la forme juridique (le nouveau droit comptable). Celles-ci doivent être appliquées depuis l'exercice 2015. Les dispositions générales du nouveau droit comptable établissent le principe de continuité de l'exploitation («going concern») ainsi que la délimitation périodique et le rattachement des charges aux produits («accrual accounting») comme bases de la présentation des comptes. Les principes relatifs à l'établissement régulier des comptes, à la régularité de la comptabilité, à la présentation, à la monnaie et à la langue des comptes annuels y sont également réglés. Par ailleurs, le droit comptable comprend essentiellement des prescriptions concernant les comptes annuels (comptes individuels). Il résulte une obligation d'établir des comptes consolidés lorsqu'une personne morale contrôle une ou plusieurs autres entreprises. Les groupes de petite envergure peuvent se libérer de cette obligation sur la base de critères de taille. Une présentation des comptes selon la «true and fair view» est uniquement exigée pour les comptes des sociétés cotées en bourse, des grandes sociétés coopératives et des grandes fondations. En fonction des segments, SIX Swiss Exchange prescrit l'application des normes comptables Swiss GAAP RPC, IFRS ou US GAAP.

Quelles entreprises sont concernées par le droit comptable?

Les dispositions constituent le titre trente-deuxième du Code des obligations et sont conçues indépendamment de la forme juridique. Elles s'appliquent à toutes les personnes morales. De plus, les entreprises individuelles et les sociétés de personnes dont le chiffre d'affaires est d'au moins CHF 500'000 doivent mettre en œuvre les dispositions. Des dispositions supplémentaires s'appliquent aux grandes entreprises, aux sociétés ouvertes au public, aux grandes sociétés coopératives, aux fondations d'importance et aux comptes consolidés.

Quelles exigences les grandes entreprises doivent-elles remplir en plus?

Une entreprise présente une importance économique lorsqu'elle dépasse deux des trois critères de taille suivants au cours de deux exercices successifs: total du bilan de CHF 20 millions, chiffre d'affaires de CHF 40 millions, effectif de 250 emplois à plein temps en moyenne annuelle. Ces sociétés sont soumises à un contrôle ordinaire et sont considérées comme des

grandes entreprises. Elles doivent en outre établir un tableau des flux de trésorerie et un rapport annuel et présenter des informations supplémentaires dans l'annexe. Les minoritaires qualifiés (p. ex. ceux qui représentent 10% du capital social) peuvent exiger une présentation des comptes qui répond aux exigences supplémentaires même si l'entreprise ne remplit pas les critères de taille pour les grandes entreprises.

Quelles entreprises doivent établir des comptes consolidés?

Si une personne morale contrôle une ou plusieurs entreprises, des comptes consolidés doivent être établis. En raison de la conception indépendante de la forme juridique, outre les sociétés anonymes et les Sàrl, les sociétés coopératives, les associations et les fondations doivent également établir des comptes consolidés. Une libération de cette obligation est possible lorsque:

- deux des trois critères de taille (total du bilan de CHF 20 millions, chiffre d'affaires de CHF 40 millions, effectif de 250 emplois à plein temps en moyenne annuelle) ne sont pas dépassés sur une base consolidée au cours de deux exercices successifs;
- la société-mère contrôlante établit des comptes consolidés équivalents;
- l'obligation d'établir des comptes consolidés est transférée à une société contrôlée (possible uniquement pour les associations, les fondations et les sociétés coopératives).

Des comptes consolidés doivent malgré tout être établis si cela est nécessaire pour effectuer une évaluation fiable de la situation économique ou si des minoritaires ou l'autorité de surveillance des fondations l'exigent.

L'application d'une norme comptable reconnue (et donc du principe de la «true and fair view») est ancrée dans la loi pour les comptes consolidés des sociétés cotées en bourse, des sociétés coopératives comptant au moins 2000 membres et des fondations soumises au contrôle ordinaire. Pour tous les autres comptes consolidés, la loi prescrit uniquement l'application des principes de la présentation régulière des comptes. Les principes appliqués en matière de présentation des comptes et surtout en matière de consolidation doivent être publiés dans l'annexe. Les consolidations à la valeur comptable, qui ne reposent pas sur une norme comptable reconnue et qui peuvent contenir des réserves latentes, continuent de s'appliquer. Certes, il existe des différences importantes entre les normes reconnues ainsi que certaines options au sein d'un référentiel, c'est pourquoi un examen approfondi des principes comptables appliqués par le groupe et présentés dans l'annexe est nécessaire pour tous les comptes consolidés.

Quelles entreprises doivent établir leurs comptes annuels selon le principe de la «true and fair view»?

Les sociétés cotées en bourse, les sociétés coopératives comptant plus de 2000 membres et les fondations soumises au contrôle ordinaire doivent établir des comptes individuels selon une norme comptable reconnue (en plus des comptes établis selon les dispositions générales). Ces normes suivent le principe de la «true and fair view». Selon une ordonnance du Conseil fédéral, les normes suivantes sont reconnues: Swiss GAAP RPC, IFRS for SMEs, IFRS, US GAAP et IPSAS, de même que les prescriptions comptables équivalentes de la FINMA. Afin de renforcer les minoritaires (notamment ceux qui représentent 20% du capital social), ceux-ci peuvent exiger l'établissement de comptes selon une norme comptable reconnue. Si une entreprise établit déjà des comptes consolidés selon une norme reconnue, elle peut renoncer à l'établissement de ces comptes supplémentaires.

Qui élabore les normes comptables reconnues que sont les IFRS et les Swiss GAAP RPC?

Les IFRS sont élaborées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Elles sont en train de devenir un référentiel comptable mondial. Les IFRS sont par exemple obligatoires pour les sociétés cotées en bourse dans l'Union européenne, au Canada, en Australie, au Brésil et en Russie. Les principaux pays industrialisés qui ne sont pas (encore) passés aux IFRS sont actuellement les Etats-Unis, la Chine, l'Inde et le Japon.

Depuis 2007, l'autorité américaine de surveillance des marchés financiers (Securities and Exchange Commission, SEC) reconnaît les comptes IFRS des entreprises non américaines qui n'ont pas été rapprochés avec les US GAAP. L'accès des entreprises non américaines à la bourse de New York (New York Stock Exchange, NYSE) ou à la bourse technologique (NASDAQ) est ainsi grandement facilité, étant donné les coûts considérables qu'engendre une conversion ou un rapprochement IFRS-US GAAP. Actuellement, les IFRS ne sont pas encore autorisées pour les entreprises américaines.

La mondialisation des IFRS s'accompagne d'une nette amélioration de la comparabilité des comptes consolidés, ce qui est indispensable au vu de l'importance considérable que revêtent l'obtention de capitaux au

niveau transfrontalier et les regroupements d'entreprises. Cela signifie également que l'application des IFRS doit être de moins en moins marquée par les différences nationales et culturelles. C'est en ce sens que s'engagent les cabinets d'audit et les autorités de surveillance des places boursières concernées.

S'agissant des sociétés cotées en bourse, dont les bailleurs de fonds propres et de fonds étrangers se trouvent principalement en Suisse, mais aussi parfois des grandes entreprises ayant des investisseurs internationaux, les Swiss GAAP RPC sont de plus en plus appréciées. Les comptes consolidés établis selon ce référentiel donnent également une image de la situation financière conforme à la réalité. Le référentiel suisse est moins détaillé, contient moins d'obligations de publication, offre plus d'options et est donc moins cher à appliquer. L'application des Swiss GAAP RPC permet de comparer les informations financières d'une même entreprise d'une période à l'autre. Une telle approche est pertinente pour les entreprises d'envergure nationale, qu'elles soient cotées ou non cotées car, en raison de leur taille, celles-ci suscitent moins d'intérêt de la part des analystes et, par conséquent, il n'est pas essentiel d'établir une comparaison avec d'autres entreprises.

La Commission pour les recommandations relatives à la présentation des comptes est coiffée par une fondation indépendante. Celle-ci publie les normes Swiss GAAP RPC, qui règlent les questions fondamentales en matière de présentation des comptes sur la base de principes. Les membres de la Commission RPC sont des entreprises qui appliquent ce référentiel comptable, des cabinets d'audit, des banques, des autorités publiques, SIX Exchange Regulation ainsi que, en qualité d'observateurs, différents offices fédéraux et groupes d'intérêts. Au sens du modèle de coalition, une représentation équilibrée des différents groupes et des régions linguistiques est assurée.

Quelles sont les prescriptions comptables pour les sociétés cotées en bourse?

SIX Exchange Regulation exige que les sociétés dont les actions sont cotées au International Reporting Standard suivent les IFRS ou les US GAAP. Pour la cotation au Swiss Reporting Standard, l'application des Swiss GAAP RPC ou de normes comptables bancaires est exigée.

Remarque

Les parties suivantes de la brochure sont basées sur des comptes consolidés établis sur le modèle des IFRS. Les différences importantes par rapport aux Swiss GAAP RPC sont indiquées. Les extraits des comptes annuels de la société Modèle Holding SA se basent sur le droit comptable suisse.

Glossaire

Les paragraphes signalés par ➞ renvoient aux passages correspondants dans le rapport annuel.

Les indications 1 ➞ renvoient aux positions correspondantes dans les tableaux suivants.

Informations complémentaires sur le reporting d'entreprise, les IFRS et les Swiss GAAP RPC:

- ➞ **kpmg.ch/aas**
Informations relatives à nos Advisory Accounting Services pour les entreprises
- ➞ **kpmg.ch/ifrs**
Informations relatives aux normes comptables internationales IFRS
- ➞ **kpmg.ch/swissgaaprpc**
Normes pour les sociétés suisses cotées axées sur le marché suisse des capitaux

Rapport annuel

Questions et réponses

Le rapport annuel du groupe – la plupart des entreprises suisses cotées en bourse appliquent une telle structure – se compose d'un rapport d'activité, des comptes annuels de la société holding et des comptes consolidés (comptes de groupe) ainsi que des informations sur la gouvernance d'entreprise et la rémunération du management.

Rapport annuel 2019 du groupe Modèle

Table des matières

	Lettre aux actionnaires	4
1	Rapport d'activité	7
	Commentaires sur la marche des affaires	8
	Organisation	32
	Informations destinées aux investisseurs	45
	Rapport sur la gouvernance d'entreprise et de rémunération	47
3	Comptes consolidés 2019 du groupe Modèle	52
	Bilan consolidé	53
	Compte de résultat global consolidé	55
	Tableau de financement consolidé	56
	Tableau des fonds propres consolidé	57
	Annexe des comptes consolidés	58
	Rapport de l'organe de révision	72
2	Comptes annuels 2019 de Modèle Holding SA	73
	Bilan	74
	Compte de résultat	75
	Annexe des comptes annuels	76
	Rapport de l'organe de révision	80



Quelles sont les informations communiquées dans le rapport d'activité?

1

Le rapport d'activité est le compte rendu de la Direction du groupe ou du Conseil d'administration. Il expose la marche des affaires et la situation économique de l'entreprise en soulignant les aspects qui n'apparaissent pas dans les comptes annuels. Selon le droit comptable, il doit notamment renseigner sur la réalisation d'une évaluation des risques, sur l'état des commandes ou des mandats, sur les activités de recherche et de développement, sur les événements exceptionnels, sur le nombre d'emplois à plein temps en moyenne annuelle et sur les perspectives de l'entreprise. L'organe de révision ne vérifie pas le rapport d'activité, mais il l'examine afin de déterminer si ces informations concordent avec celles des comptes consolidés et des comptes annuels.

Pour quelle raison les comptes annuels de la société holding fournissent-ils peu de renseignements sur la marche des affaires?

2

La société holding est la société mère d'un groupe d'entreprises et n'exerce souvent aucune activité opérationnelle. Les comptes annuels de la société holding, établis en conformité avec les prescriptions légales, servent dans le cas présent à déterminer la distribution des bénéfices à ses actionnaires. S'ils mettent en évidence une perte de capital ou un surendettement, ils entraînent en outre des conséquences légales (art. 725 CO). A l'actif du bilan figurent les liquidités ainsi que les participations et prêts aux filiales. Au passif figurent les financements par des capitaux étrangers provenant de tiers et/ou de sociétés du groupe ainsi que les fonds propres. Le bénéfice présenté ne dépend ainsi pas directement de la marche des affaires du groupe, mais de sa politique de distribution de dividende et de l'optimisation fiscale de la structure holding. En raison de l'évaluation au coût historique d'acquisition selon le droit de la société

anonyme, les bénéfices des filiales n'entraînent pas non plus une réévaluation des participations du groupe. En droit suisse, les comptes annuels de la société holding peuvent en outre présenter des réserves latentes.

Quelle est la différence entre les comptes annuels de la société holding et les comptes consolidés?

3

Contrairement aux comptes annuels de la société holding, les comptes consolidés donnent un aperçu détaillé du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe. Le bilan consolidé regroupe tous les actifs et les engagements des filiales évalués et additionnés selon des critères uniformes. Ils remplacent les participations qui figurent dans les comptes annuels de la société holding. Le compte de résultat consolidé présente selon les mêmes critères les résultats de toutes les filiales, y compris les chiffres d'affaires, les charges opérationnelles, les résultats financiers et les impôts. Un tableau composé du compte de résultat consolidé et des produits et charges comptabilisés dans les fonds propres («autres éléments du résultat global») est appelé compte de résultat global dans les IFRS et les US GAAP. Les distributions de bénéfices des filiales figurant comme des produits de participations dans les comptes annuels de la société holding ainsi que les produits d'intérêts sur les prêts du groupe ne représentent, vus sous l'angle de la consolidation, qu'un transfert de liquidités au sein du groupe et sont donc éliminés dans les comptes consolidés. Après élimination de toutes les relations internes au groupe, la situation financière et les résultats se présentent comme si le groupe était une seule entreprise. Ce procédé est également appelé consolidation. A côté du bilan et du compte de résultat / compte de résultat global (pour les IFRS et les US GAAP), le tableau de financement, le tableau des fonds propres et l'annexe constituent les autres éléments obligatoires des comptes consolidés. Dans leur ensemble, les comptes consolidés permettent d'analyser de manière approfondie la performance financière et la situation du groupe.

Rapport sur la gouvernance d'entreprise et de rémunération

Questions et réponses

Les principes réunis sous la notion de gouvernance d'entreprise et de transparence relative aux indemnités et aux autres avantages octroyés au management visent à orienter le comportement des acteurs de l'économie vers les intérêts des propriétaires de l'entreprise.

Ces dernières années, aucun sujet n'a autant agité l'économie suisse que celui de la gouvernance d'entreprise et des indemnités versées au management. Les divergences d'intérêts font naturellement partie de la vie économique. En raison du grand nombre et de l'anonymat des actionnaires, elles sont particulièrement marquées au sein des sociétés ouvertes au public.



A quoi servent la gouvernance et la transparence relative aux indemnités et aux autres avantages octroyés au management?

«Le gouvernement d'entreprise désigne l'ensemble des principes axés sur la poursuite d'intérêts durables des entreprises qui, tout en maintenant la capacité de décision et l'efficacité, visent à instaurer au plus haut niveau de l'entreprise la transparence et un rapport équilibré entre les tâches de direction et de contrôle.» C'est ainsi que le Code suisse de bonnes pratiques décrit l'idée directrice de la gouvernance d'entreprise. La gouvernance d'entreprise définit les rapports et les responsabilités réciproques entre les actionnaires, la Direction de l'entreprise ainsi que les révisions interne et externe. Mis à part sa focalisation sur les structures de pilotage, de contrôle et d'incitation, la gouvernance d'entreprise doit aussi garantir la compétitivité à long terme, l'approvisionnement en capitaux et la marge de manœuvre opérationnelle d'une entreprise.

La transparence relative aux indemnités du management permet aux actionnaires d'évaluer les décisions et les actions du Conseil d'administration dans ce domaine. La publication des autres avantages octroyés au management offre aux actionnaires un aperçu clair des intérêts en résultant.

Quelles règles en matière de gouvernance d'entreprise et de transparence concernant les indemnités et les autres avantages octroyés au management sont applicables?

Les principales règles applicables figurent dans la Directive concernant les informations relatives à la Corporate Governance de SIX Swiss Exchange (DCG), dans le Code suisse de bonnes pratiques pour le gouvernement d'entreprise publié par economiesuisse (Code suisse de bonnes pratiques), dans l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) et à l'art. 663c al. 3 CO.

Quelles informations faut-il publier dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise et à quel endroit précisément?

Pour que les investisseurs disposent sous une forme adéquate d'informations clés pertinentes sur la gouvernance d'entreprise, la DCG exige des sociétés dont les droits de participation sont cotés auprès de SIX Swiss Exchange qu'elles publient des informations sur les points suivants dans un chapitre distinct du rapport annuel (rapport sur la gouvernance d'entreprise):

- structure du groupe et actionnariat
- structure du capital
- Conseil d'administration
- Direction
- rémunérations, participations et prêts
- droits de participation des actionnaires
- prise de contrôle et mesures de défense
- organe de révision
- politique d'information

Le rapport sur la gouvernance d'entreprise peut faire référence à d'autres documents et sources d'information aisément accessibles. Si une société renonce à publier certaines informations prévues par la DCG, elle doit le justifier individuellement et substantiellement dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise (principe «comply or explain»).

Quelles informations concernant respectivement les membres du Conseil d'administration et de la Direction doivent être publiées?

Les informations sur les membres du Conseil d'administration et de la Direction qui doivent être publiées comprennent des informations sur la formation et le parcours professionnel, mais aussi sur les autres activités et les liens d'intérêts de ces personnes. Ces informations peuvent montrer si la composition des organes concernés est équilibrée et dans quelle mesure le Conseil d'administration peut agir de manière critique et indépendante vis-à-vis de la Direction. Dans certaines circonstances, des conclusions peuvent également être tirées quant à la disponibilité des membres du Conseil d'administration.

Quelles informations le rapport sur la gouvernance d'entreprise contient-il sur la prise de contrôle et les mesures de défense?

Le contenu des clauses relatives aux prises de contrôle incluses dans les accords et les programmes élaborés en faveur des membres du Conseil d'administration et/ou de la Direction ainsi que d'autres cadres dirigeants de l'entreprise doit être publié. Des exemples de telles clauses peuvent être: les accords concernant des délais de résiliation spécifiques ou des durées contractuelles supérieures à douze mois, mais également les accords selon lesquels, en cas de prise de contrôle, des options peuvent être exercées immédiatement ou des cotisations supplémentaires sont versées au titre de la prévoyance professionnelle. Etant donné que l'ORAb interdit en principe les délais de résiliation et les durées contractuelles supérieures à douze mois, mais aussi certaines indemnités de départ,

la publication de telles informations est pertinente uniquement pour les émetteurs qui ne sont pas soumis à l'ORAb. Les informations relatives aux clauses de prise de contrôle doivent permettre d'évaluer l'indépendance des membres de l'organe en question et des autres cadres en cas d'acquisition.

Le droit boursier contient d'autres dispositions sur la protection des actionnaires. Ainsi, si quelqu'un dépasse le seuil de 33 ⅓ % des droits de vote d'une société cotée en bourse, il doit en principe présenter une offre publique d'acquisition portant sur tous les titres cotés de cette société. Un dépassement de ce seuil est présumé être une prise de contrôle. Dans ce cas, il doit être possible aux actionnaires minoritaires de renoncer à leur investissement. La société peut prévoir dans ses statuts qu'un acquéreur qui dépasse le seuil de 33 ⅓ % n'est pas tenu de présenter une offre (opting out) ou qu'il ne doit en présenter une qu'à partir d'un seuil allant jusqu'à 49% (opting up). L'adoption ultérieure de telles clauses statutaires est cependant soumise à des limites. Les clauses éventuelles d'opting out ou d'opting up doivent être publiées dans le chapitre du rapport annuel relatif à la gouvernance d'entreprise.

Qu'apprend le lecteur du rapport sur la gouvernance d'entreprise au sujet de l'organe de révision?

Le rapport sur la gouvernance d'entreprise doit contenir les informations suivantes sur l'organe de révision externe:

- indication de la date à laquelle le mandat de révision en cours a commencé
- entrée en fonction du réviseur responsable
- total des honoraires de révision facturés par la société de révision pendant l'exercice
- total des honoraires facturés à l'émetteur ou à une société du même groupe pendant l'exercice par la société de révision et/ou par des tiers qui lui sont liés pour d'autres prestations de services
- structure des instruments utilisés par le Conseil d'administration pour s'informer sur l'activité de la révision externe

Le réviseur responsable, mais pas la société de révision, doit renoncer au mandat après sept ans au plus tard. Cette règle de la rotation inscrite dans la loi a pour but de renforcer l'indépendance de l'organe de révision.

Les informations sur les honoraires, notamment aussi sur le rapport entre les honoraires de révision et de conseil, peuvent fournir des indications sur l'importance des relations avec le client et montrer en outre la complexité de l'activité du client de la révision. Il faut

cependant être prudent en comparant les honoraires de révision de plusieurs sociétés: le groupe A peut par exemple recourir à une seule société de révision alors qu'il en intervient plusieurs dans le cas du groupe B, or seuls les honoraires consolidés (au niveau mondial) du réviseur de la société holding doivent être publiés.

Pour surveiller les sociétés de révision et leur activité, surtout dans la foulée de la législation adoptée par les Etats-Unis, la Suisse a mis sur pied l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR), afin de renforcer la qualité de la révision et de répondre ainsi à une exigence fondamentale de la gouvernance.

Quelles sont les informations concernant les indemnités du management dont la DCG exige une publication sous le titre «Rémunérations, participations et prêts»?

Selon la DCG, le rapport sur la gouvernance d'entreprise doit fournir des informations sur les principes et les divers éléments des indemnités destinés aux membres du Conseil d'administration et de la Direction. Il faut par exemple indiquer les objectifs pris en considération pour déterminer les indemnités (p. ex. chiffre d'affaires et objectifs de rendement), les autres aspects dont il est tenu compte (p. ex. variations du cours de l'action), dans quelle mesure les différents objectifs et les autres aspects sont pris en compte dans le système de rémunération et si des benchmarks ou des comparaisons salariales sont utilisés.

Par ailleurs, la responsabilité de la détermination des indemnités et la procédure suivie doivent être précisées. Il faut par exemple indiquer quel organe (p. ex. le Conseil d'administration dans son ensemble ou le Comité de rémunération) détermine la rémunération, si les membres concernés du Conseil d'administration et de la Direction disposent d'un droit de participation et, éventuellement, d'un droit de codécision lors des réunions dudit organe et s'il est fait appel à des conseillers externes.

Enfin, la DCG exige la publication des règles statutaires introduites conformément à l'ORAb concernant les indemnités du management variables et basées sur des actions, sur les prêts accordés au management et sur l'approbation des indemnités par l'Assemblée générale («say on pay»).

Le rapport sur la gouvernance d'entreprise ne doit donc pas indiquer les montants des indemnités versées au management, mais présenter des informations purement qualitatives. Les données quantitatives sont indiquées dans la partie sur la transparence relative aux indemnités et participations du management.

Quelles informations doivent être publiées sous le titre «Transparence relative aux indemnités et aux participations du management» et à quel endroit précisément?

Les règles de transparence concernant les indemnités du management sont fixées dans les art. 13 à 16 ORAb.

Les entreprises dont les actions sont cotées en bourse doivent désormais publier dans un rapport de rémunération distinct les montants des indemnités versées aux membres du Conseil d'administration, du Conseil consultatif et de la Direction (montants totaux par organe et montants individuels par membre du Conseil d'administration et du Conseil consultatif et pour le membre de la Direction qui reçoit l'indemnité individuelle la plus élevée). Les prêts et les crédits accordés par l'entreprise à ces personnes doivent également être indiqués. Enfin, les entreprises doivent aussi, à certaines conditions, publier les indemnités, les crédits et les prêts versés aux anciens membres de ces organes ainsi qu'aux proches des membres actuels ou antérieurs de ces organes.

Le rapport de rémunération doit être vérifié par l'organe de révision et transmis à l'Assemblée générale avec le rapport annuel. Contrairement aux comptes annuels, aux comptes consolidés et au rapport d'activité, le rapport de rémunération n'est pas soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Le rapport de rémunération au sens de l'ORAb vise, d'une part, à rendre compte sur les indemnités, les prêts et les crédits consentis aux membres de ces organes au cours de l'exercice écoulé. D'autre part, il sert de base de décision pour les actionnaires en vue de l'approbation, lors de l'Assemblée générale, des indemnités introduites par l'ORAb («say on pay»).

Les entreprises dont les actions sont cotées en bourse sont par ailleurs tenues de publier les participations dans l'entreprise, notamment les droits de conversion et d'option, des membres du Conseil d'administration, du Conseil consultatif et de la Direction. Ces informations doivent être indiquées dans l'annexe des comptes annuels conformément à l'art. 663c al. 3 CO.

Quelles informations supplémentaires peuvent être indiquées dans le rapport de rémunération conformément à l'ORAb?

Il est possible, et pertinent selon le contexte, d'indiquer les informations qualitatives exigées par la DCG sur les indemnités du management non pas dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise, mais dans le rapport de rémunération (p. ex. avant les données quantitatives obligatoires). A cet égard, le rapport sur la gouvernance d'entreprise doit renvoyer à la partie correspondante du rapport de rémunération en ce qui concerne les informations sur les indemnités du management.

D'autres éléments contenus dans le rapport de rémunération résultent des recommandations du Code suisse de bonnes pratiques, qui se recoupent en partie avec les prescriptions de l'ORAb et de la DCG. Ainsi, le rapport de rémunération doit également présenter, outre les informations requises par la loi, le système de rémunération et son application au cours de l'exercice sous revue. Cela doit notamment permettre de déterminer pourquoi les indemnités ont diminué ou augmenté au cours de l'exercice (rapport «pay-for-performance»). Selon le Code suisse de bonnes pratiques, il faut ainsi indiquer, conformément au référentiel applicable, les principaux critères de mesure pour les éléments variables de la rémunération ainsi que l'évaluation des éléments de rémunération basés sur des actions. La mise en œuvre des décisions de rémunération de l'Assemblée générale au cours de l'exercice sous revue doit également être présentée de manière transparente dans le rapport de rémunération.

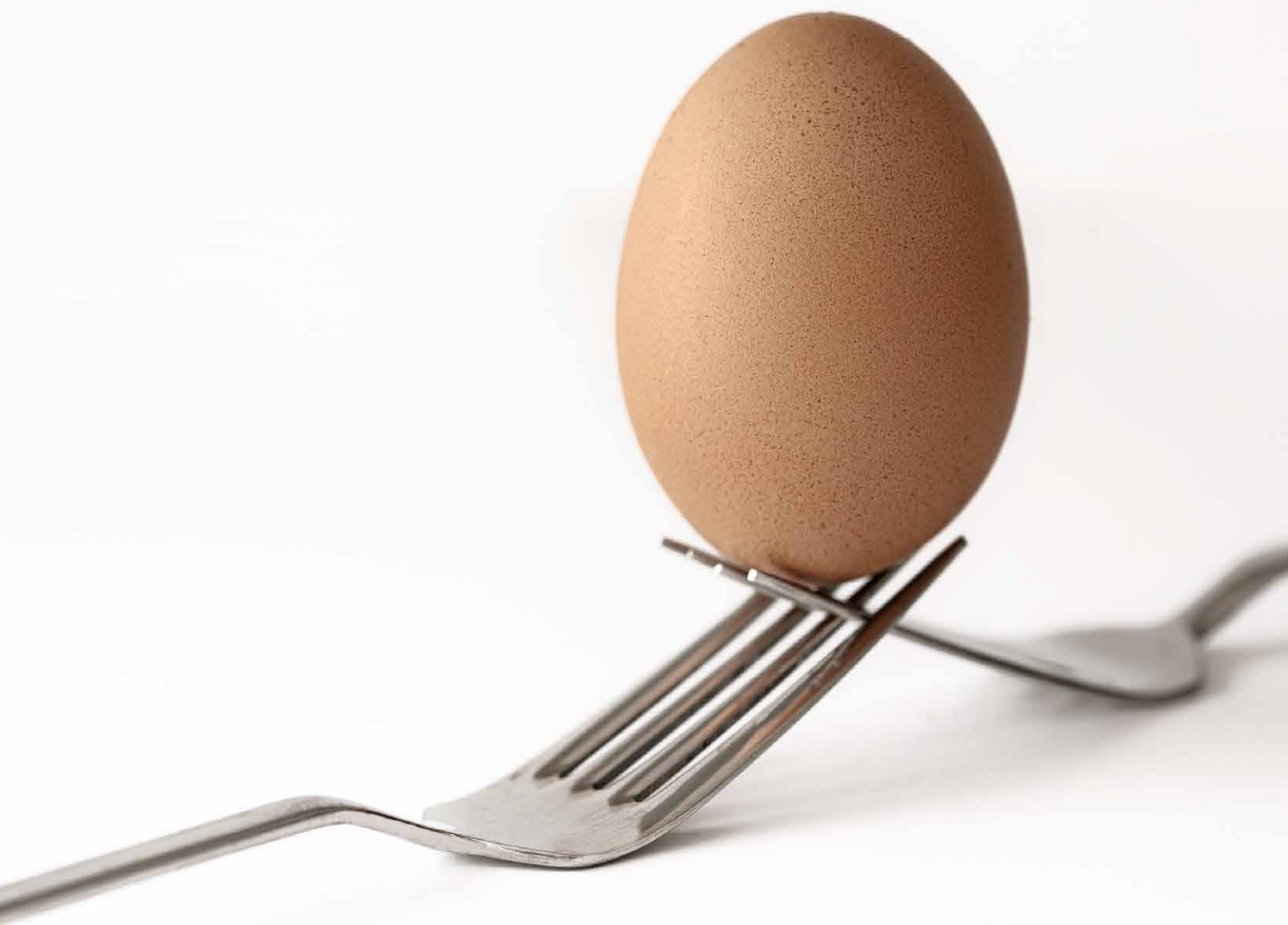
Enfin, le Code suisse de bonnes pratiques précise que le Conseil d'administration peut soumettre le rapport de rémunération à l'Assemblée générale en vue d'un vote consultatif si celle-ci approuve ou arrête prospectivement la somme des rémunérations.

Si le rapport de rémunération est complété par des informations qualitatives telles que celles indiquées par la DCG et le Code suisse de bonnes pratiques, il est indispensable qu'elles soient séparées des données quantitatives exigées par les art. 14 à 16 ORAb ou qu'elles soient clairement référencées avec une numérotation correspondante. Cette exigence s'explique par les finalités différentes des informations, mais aussi par le fait que l'organe de révision vérifie uniquement les données quantitatives et doit donc pouvoir se référer avec précision à ces informations.

Bilan

Questions et réponses

Le bilan consolidé reflète la situation financière du groupe à la date de clôture des comptes. Pour la plupart des entreprises, cette date correspond au 31 décembre.



Sur quelle base d'évaluation le bilan consolidé et le bilan de la société holding sont-ils établis?

Les comptes sont établis en partant du principe que l'activité sera poursuivie (valeur de continuation). Si la continuité de l'exploitation est incertaine, par exemple en cas d'insolvabilité, il faut abandonner les règles générales d'évaluation et passer à la valeur de liquidation des actifs et passifs. Cette valeur (parfois aussi appelée «valeur de démantèlement») est souvent nettement inférieure à celle de continuité, ce qui conduit souvent au surendettement ou à des fonds propres négatifs.

Si le bilan de la société holding fait ressortir un surendettement manifeste de la société, il faut aviser le juge conformément à l'art. 725 al. 2 CO. Le droit de la société anonyme prévoit en outre un système d'alarme qui oblige le Conseil d'administration à proposer déjà des mesures d'assainissement à l'Assemblée générale si la moitié du capital-actions et des réserves légales de la société holding n'est plus couverte. Le surendettement d'un groupe n'a en soi pas de conséquences juridiques, mais il indique que les participations de la société holding ont probablement perdu de leur valeur.

Sur quoi se fondent les valeurs de continuation?

Les comptes sont traditionnellement établis sur la base du principe du coût historique d'acquisition ou de revient. En partant de cette base, il est procédé à des amortissements (p. ex. des machines et des bâtiments, des brevets et d'autres valeurs incorporelles) et à des corrections de valeur (p. ex. des créances résultant de livraisons et de prestations ou des stocks de marchandises) en fonction de l'utilisation des actifs. De plus, pour certains actifs et passifs, la valeur de marché et la juste valeur apparaissent dans les comptes consolidés établis selon les IFRS ou les US GAAP. C'est ainsi que, conformément à ces référentiels, la plupart des titres sont maintenant présentés à leurs cours de bourse, et les instruments financiers dérivés à leur valeur actuelle; les immeubles de placement peuvent figurer à la valeur historique ou à leur valeur de marché; et la détermination des engagements de prévoyance professionnelle éventuels de caisses de pension pour les plans avec un régime de prestations définies se fonde sur la juste valeur de la fortune des caisses. L'évaluation à la juste valeur soulève la question de savoir si les fluctuations de valeur, c'est-à-dire les gains et pertes non réalisés,

doivent être enregistrés d'année en année avec ou sans incidence sur le résultat, c'est-à-dire dans les autres éléments du résultat global en tant que partie des fonds propres et, par conséquent, également dans le compte de résultat global.

➔ **Compte de résultat global, principes de présentation des comptes consolidés**

A quoi les variations des actifs et des passifs sont-elles dues?

1

La variation d'une position au bilan consolidé peut provenir de divers éléments: achats et ventes d'actifs, emprunt et remboursement de fonds étrangers et de fonds propres, changements d'estimations tels que corrections de valeur sur les stocks de marchandises ou amortissements sur les immobilisations corporelles ainsi que changements du périmètre de consolidation dus à l'achat ou à la vente de filiales. Il est impossible de comprendre les variations du bilan sans étudier les autres éléments des comptes consolidés, notamment le tableau de financement et les explications de l'annexe. C'est ainsi que l'accroissement des stocks et la diminution simultanée des créances résultant de livraisons et de prestations pourraient par exemple provenir du fléchissement des ventes et de l'accumulation parallèle de la production «restée sur le carreau». Mais l'accroissement des stocks pourrait aussi être dû à l'acquisition d'une filiale.

➔ **Annexe, tableau de financement**

De quoi résulte le goodwill et quelle est son influence sur les comptes consolidés?

2

L'achat d'une entreprise est porté au bilan de la société holding à sa valeur d'acquisition (= prix d'achat y c. coûts de transaction) sous la rubrique «Participations». En revanche, dans les comptes consolidés, les actifs et passifs (actifs nets) repris sont saisis à leur juste valeur à la date d'acquisition. Cette juste valeur servira de valeur d'acquisition de base pour la comptabilisation future. La différence positive entre le prix d'achat et les actifs nets repris est appelée goodwill. Celui-ci est inscrit à l'actif du bilan consolidé et, selon la norme de présentation des comptes, amorti sur plusieurs années (p. ex. selon les Swiss GAAP RPC) ou soumis à un contrôle annuel du maintien de sa valeur (impairment test) (p. ex. selon les IFRS et les US GAAP). Conformément aux Swiss GAAP RPC, il est en outre permis de solder le goodwill avec les fonds propres au

moment de l'acquisition. Le goodwill reflète la plus-value ou le potentiel futur (p. ex. entrée sur le marché, synergies, collaborateurs spécialisés) que la société reprenante a été prête à payer en sus de la juste valeur des actifs nets. Les IFRS et les US GAAP exigent que ce montant, qui était auparavant simplement présenté en tant que «Goodwill», soit le plus possible rattaché à des valeurs incorporelles identifiables telles que des projets de recherche et de développement, des listes de clients, des commandes en portefeuille, des droits liés à une marque, des développements informatiques, etc., repris dans le cadre de l'acquisition. Ces actifs incorporels ont souvent une durée d'utilisation déterminable et doivent donc faire l'objet d'un amortissement périodique planifié. Le goodwill qui subsiste, qui reflète les valeurs ne pouvant pas être comptabilisées séparément, ne peut par contre faire l'objet d'une correction de valeur que si sa valeur comptable ne peut pas être justifiée par le cash-flow futur escompté.

Le concept d'impairment test a tendance à améliorer le résultat de l'exercice par rapport à un amortissement planifié, mais en période d'évolution défavorable des affaires, la correction de valeur du goodwill peut avoir une incidence non négligeable sur les résultats, amplifiant ainsi la volatilité entre les résultats présentés en période de développement favorable et les résultats présentés en période de crise, et ce en plus des mauvais résultats opérationnels.

➤ Annexe

Qu'entend-on par sociétés associées?

3

Par sociétés associées, on entend généralement des taux de participation entre 20% et 50%. Ces participations confèrent à l'investisseur une influence déterminante, mais non prépondérante (p. ex. la possibilité, grâce à un siège au Conseil d'administration, de participer aux décisions concernant les finances et la politique de l'entreprise, mais sans pouvoir les mettre en œuvre). Elles ne peuvent pas être consolidées, mais doivent figurer dans les comptes consolidés au coût d'acquisition, majorées ou réduites de la part aux résultats réalisés après l'acquisition et des autres modifications des fonds propres de la société associée (application de la méthode de la mise en équivalence). Si la société concernée réalise des bénéfices, tant la valeur comptable de la participation que le résultat augmentent dans le compte de résultat. Si la société concernée verse des dividendes, la valeur comptable de la participation diminue tandis que les liquidités du groupe augmentent.

Toutefois, dans les comptes annuels de la société holding, ces participations sont portées au bilan au coût d'acquisition, après déduction des éventuelles corrections de valeur. Les dividendes reçus sont enregistrés comme produit financier.

Les participations représentant moins de 20% des droits de vote sont généralement portées au bilan sous la rubrique «Placements financiers».

Le bilan consolidé contient-il des instruments financiers?

Une part importante du bilan consolidé est souvent constituée d'instruments financiers. Font partie des instruments financiers, en plus des liquidités, les titres négociables, les créances et dettes résultant de livraisons et de prestations, les intérêts minoritaires (mais pas ceux dans des sociétés associées), les prêts, les dettes financières et les instruments financiers dérivés (p. ex. opérations à terme sur devises, options sur actions, swaps sur taux d'intérêt, etc.).

Conformément aux normes comptables internationales, les instruments financiers dérivés doivent être portés au bilan consolidé à leur juste valeur et sont présentés séparément ou, fréquemment aussi, sous les autres créances ou dettes financières. Selon qu'ils servent à la couverture de transactions futures ou à d'autres buts (p. ex. à des fins de transaction), les fluctuations de valeur sont présentées soit directement sous les fonds propres (autres éléments du résultat global), soit au compte de résultat.

Selon les Swiss GAAP RPC, l'évaluation des dérivés est en principe effectuée aux valeurs actuelles ou – en option lors de la couverture d'une position du bilan – selon les mêmes principes que pour l'élément couvert. Le changement de valeur des dérivés est comptabilisé dans le compte de résultat. S'agissant des flux de trésorerie futurs convenus contractuellement, la couverture peut être soit comptabilisée dans les fonds propres sans incidence sur le résultat, soit publiée dans l'annexe. Le but de la détention des dérivés et le montant en suspens doivent être indiqués dans l'annexe selon différentes catégories (taux d'intérêt, devises, fonds propres, autres valeurs de base).

La raison de la transaction ainsi que la stratégie de la Direction du groupe sont donc importantes pour le traitement des instruments financiers dans le bilan.

➤ Annexe

Bilan consolidé

en millions de CHF		31 décembre 2019	31 décembre 2018
	Liquidités et équivalents de liquidités	27	38
	Titres	2	4
	Créances résultant de livraisons et de prestations	66	121
	Autres créances	12	28
	Stocks	107	62
	Total de l'actif circulant	214	253
	Immobilisations corporelles	126	94
2	Goodwill	109	44
3	Participations dans des sociétés associées	16	11
5	Avoirs de pension	8	10
6	Impôts différés	11	9
	Total de l'actif immobilisé	270	168
1	Total de l'actif	484	421
	Dettes résultant de livraisons et de prestations	62	74
	Dettes fiscales	2	8
	Dettes financières à court terme	31	17
	Autres dettes	37	52
	Total des dettes à court terme	132	151
	Dettes financières à long terme	199	102
7	Provisions	8	12
6	Impôts différés	14	17
	Total des dettes à long terme	221	131
	Total des fonds étrangers	353	282
	Capital-actions	23	22
	Réserves de capital (agio)	18	15
4	Actions propres	(4)	(1)
9	Réserves	76	88
	Total des fonds propres des actionnaires de Modèle Holding SA	113	124
8	Intérêts minoritaires	18	15
	Total des fonds propres	131	139
1	Total du passif	484	421

Pour quelle raison les actions propres sont-elles publiées en diminution des fonds propres (poste négatif)?

4

Selon les dispositions du droit comptable, les parts de capital détenues par l'entreprise sont présentées en diminution des fonds propres dans les comptes statutaires de la holding, ce qui correspond aux dispositions des référentiels reconnus utilisés pour l'établissement des comptes consolidés. Selon ces référentiels, on considère l'achat des actions propres comme étant une réduction du capital, même si elle n'est que temporaire. Une vente ultérieure des actions propres sera comptabilisée comme une augmentation de capital; un éventuel produit supplémentaire ou moindre par rapport à la valeur d'acquisition initiale ne sera pas comptabilisé dans les comptes consolidés comme bénéfice ou perte avec incidence sur le résultat, mais comme fonds propres. Ce procédé se justifie par le fait que les transactions avec des actions propres sont assimilables à des versements d'actionnaires ou des paiements aux actionnaires, étant donné que la société ne peut pas comptabiliser des bénéfices ou des pertes sur son propre capital. Il est toutefois possible de comptabiliser dans les comptes individuels, au niveau du compte de résultat, les bénéfices et les pertes résultant de transactions avec des actions propres.

☞ Tableau des fonds propres, annexe

Qu'est-ce qu'un avoir de pension?

5

Les avoirs en rapport avec la prévoyance professionnelle résultent d'avances et de prêts ou d'excédents disponibles dans la caisse de pension. Dans le cas d'excédents, la plus grande prudence s'impose: en effet, seuls peuvent être portés à l'actif les excédents qui représentent une utilité pour l'employeur sous forme de restitutions ou de réductions futures de cotisations. En Suisse, c'est notamment le cas pour les

réserves de contributions de l'employeur librement utilisables. Ces réserves peuvent être constituées par l'employeur auprès de la caisse de pension sous forme de contributions supplémentaires et être utilisées plus tard pour le règlement de ces contributions.

☞ Annexe

Qu'entend-on par impôts différés?

6

Les valeurs portées au bilan consolidé s'écartent souvent de celles au bilan fiscal. Ces différences n'ont une incidence fiscale qu'au moment où elles se résorbent à nouveau («différences temporaires»). En vertu de la plupart des normes de présentation des comptes, les impacts fiscaux futurs doivent, pratiquement sans exception, être inscrits au bilan lorsque la différence temporaire apparaît ou que sa valeur change.

Si, par exemple, des titres sont portés au bilan consolidé à la valeur de marché de CHF 150, mais figurent au bilan fiscal à la valeur d'acquisition plus basse de CHF 100, la plus-value de CHF 50 ne sera imposable qu'au moment de la vente des titres. Les comptes individuels et le bilan fiscal feront apparaître à ce moment un bénéfice de CHF 50, qui entraîne une charge fiscale. Comme la plus-value de CHF 50 a déjà été anticipée au bilan consolidé sous la forme d'un bénéfice pas encore réalisé, la charge fiscale future correspondante doit aussi déjà être prise entièrement en considération sous la forme d'un engagement fiscal différé.

En revanche, d'éventuels reports de pertes peuvent être, en tant que créance conditionnelle envers l'Etat, compensés avec des bénéfices futurs et réduire ainsi la charge fiscale à venir. Alors que l'imputation d'impôts différés actifs résultant de ces reports de pertes est obligatoire à certaines conditions selon les IFRS, une option correspondante est prévue dans les Swiss GAAP RPC.

☞ Annexe

Bilan de la société holding

en millions de CHF		31 décembre 2019	31 décembre 2018
	Liquidités et équivalents de liquidités	8	25
	Total de l'actif circulant	8	25
2	Participations dans des sociétés du groupe	198	39
3	Participations dans des sociétés associées	3	3
	Total de l'actif immobilisé	201	42
1	Total de l'actif	209	67
	Passifs de régularisation	–	1
	Total des dettes à court terme	–	1
	Dettes à long terme portant intérêt	158	7
7	Provisions	1	2
	Total des dettes à long terme	159	9
	Total des fonds étrangers	159	10
	Capital-actions	23	22
	Réserve légale issue du capital	18	15
	Réserve légale issue du bénéfice	1	1
	Réserves facultatives issues du bénéfice (bénéfice au bilan)	12	20
4	Actions propres	(4)	(1)
	Total des fonds propres	50	57
1	Total du passif	209	67

Dans quel but constitue-t-on des provisions?

7

Une provision est un engagement probable (obligation juridique ou implicite), fondé sur un événement passé, dont le montant et l'échéance sont incertains, mais estimables de manière fiable, par exemple les engagements de garantie sur des ventes effectuées, les contrats générateurs de pertes («onerous contract»), les risques de procès ou certains coûts de personnel (retraite anticipée, coûts de restructuration et indemnités de départ, etc.). N'est par exemple pas admise au sens d'une «true and fair view» la constitution de provisions pour des pertes opérationnelles futures, des coûts de transfert de production, des projets futurs de marketing, des risques de change ou des risques politiques, car ils ne sont pas liés à un engagement actuel. Un bon test consiste à déterminer s'il existe une contrepartie disposant d'un droit envers l'entreprise. En l'absence de contrepartie, aucun engagement actuel ne peut exister.

La détermination des provisions comporte parfois de grandes incertitudes et n'est possible qu'en se fondant sur diverses hypothèses. La Direction du groupe ne doit alors pas envisager le «scénario du pire», mais s'efforcer d'évaluer le mieux possible la sortie de ressources prévisible. Les incertitudes importantes doivent être mentionnées dans l'annexe des comptes consolidés.

➔ Annexe

Qu'entend-on par intérêts minoritaires?

8

Les intérêts minoritaires concernent les parts aux fonds propres de filiales détenues par des actionnaires tiers (appelées «participations ne donnant pas le contrôle» dans les IFRS). Dans le cadre de l'intégration globale, quelle que soit la part effective de capital, les bilans des filiales étant inclus à 100% dans les comptes consolidés, la part respective des tiers aux fonds propres et au résultat doit être présentée séparément au bilan et au compte de résultat consolidés ainsi qu'au compte de résultat global. Les intérêts minoritaires ne doivent être ni remboursés ni rémunérés et ne représentent par conséquent aucun engagement pour le groupe. D'autre part, ils n'appartiennent pas non plus aux actionnaires du groupe ni à ceux de la société holding. Pour ces raisons, ce poste figure sous

les fonds propres consolidés, mais séparément des fonds propres attribuables aux actionnaires de la société holding.

Les réserves du groupe peuvent-elles être distribuées?

9

En principe, seules les réserves de la société holding peuvent être distribuées, et seulement dans la mesure où elles ne sont soumises à aucune disposition légale limitant leur distribution et où les liquidités nécessaires sont disponibles. Les réserves du groupe sont d'une part déterminées sur une autre base (voir plus haut) et d'autre part largement liées aux bilans des sociétés filles. Elles doivent tout d'abord être versées par les sociétés filles à la société holding sur la base des comptes légaux locaux, ce qui sous-entend également des liquidités suffisantes et la possibilité, sur le plan légal, de disposer librement de ces réserves.

➔ Comptes de la société holding

Les contrats de location sont-ils portés au bilan?

Les prescriptions relatives à la présentation des contrats de location diffèrent d'une norme comptable à l'autre. Selon les IFRS, les preneurs de leasing doivent ainsi inscrire au bilan tous les contrats de location (avec des allègements pour les contrats de location à court terme et les contrats de location pour les objets de faible valeur). Le preneur de leasing doit, au moment où le bailleur lui transfère l'usage de l'actif, comptabiliser un engagement et, par conséquent, comptabiliser le droit d'usage de l'objet en leasing comme actif. L'actif est amorti au cours des périodes subséquentes. Les paiements effectués au titre du leasing doivent être répartis entre une composante d'intérêt et une composante de remboursement. La composante de remboursement doit être compensée avec l'engagement de leasing et la composante d'intérêt doit être comptabilisée dans le résultat de la période. Selon les Swiss GAAP RPC en revanche, il existe uniquement une obligation d'inscription au bilan pour les contrats de location entrant dans la catégorie du leasing financier. Les engagements de leasing d'exploitation qui ne peuvent pas être résiliés dans un délai d'un an doivent être publiés dans l'annexe.

➔ Annexe



Autres questions que les investisseurs devraient se poser à propos du bilan:

Le groupe dispose-t-il de suffisamment de liquidités, d'actifs réalisables à court terme ou de possibilités de refinancement pour s'acquitter de ses engagements à court terme?

➞ Bilan, annexe, rapport d'activité

Existe-t-il au bilan des avoirs de pension ou des impôts différés actifs qui ne sont que de manière limitée sous le contrôle du groupe et/ou dont la réalisation pourrait être menacée?

➞ Annexe

A-t-on procédé à des corrections de valeur appropriées sur les débiteurs (risques d'insolvabilité) et sur les stocks (stocks obsolètes)?

➞ Annexe

Quand le redressement d'une entreprise déficitaire, dont dépend la valeur du goodwill, a-t-il lieu? A-t-on déjà procédé à des corrections de valeur? A quel niveau le goodwill est-il évalué (affectation à des unités génératrices de trésorerie, en anglais «Cash Generating Units»)?

➞ Compte de résultat, annexe

Comment le groupe finance-t-il son modèle d'affaires – avec ses fonds propres ou avec des contrats de crédit ou des contrats de location?

➞ Bilan, compte de résultat, annexe

Existe-t-il des contrats de crédit liés à des ratios financiers («debt covenants») pour les fonds étrangers rémunérés dont le non-respect entraînerait la résiliation immédiate?

➞ Annexe

Le groupe est-il soumis à des risques de change importants et comment se prémunit-il contre eux?

➞ Annexe

Des instruments financiers dérivés existent-ils à la date de clôture ou le groupe a-t-il effectué des transactions financières à titre spéculatif?

➞ Principes de présentation des comptes, annexe

Existe-t-il des engagements conditionnels, provenant par exemple de garanties ou de litiges ou en raison d'exigences légales (p. ex. concernant la protection de l'environnement ou la santé), pouvant porter préjudice à la situation financière du groupe?

➞ Annexe

Compte de résultat global avec le compte de résultat

Questions et réponses

**Le compte de résultat consolidé et
le compte de résultat global donnent
un aperçu de la marche des affaires
du groupe entre deux dates de clôture.**



Qu'est-ce qu'un compte de résultat global?

Le compte de résultat global fait partie intégrante des comptes consolidés établis selon les IFRS. Il peut prendre la forme d'un tableau unique, qui présente d'une manière globale aussi bien le compte de résultat traditionnel que les produits et charges comptabilisés directement dans les fonds propres («autres éléments du résultat global»). Il peut aussi être composé de deux tableaux distincts (compte de résultat et compte de résultat global séparé). La grande majorité des sociétés ont choisi de présenter deux tableaux distincts. Les Swiss GAAP RPC connaissent uniquement le compte de résultat traditionnel.

Compte de résultat selon la méthode de l'affectation des charges par nature ou par fonction?

Le compte de résultat peut être établi selon la méthode de l'affectation des charges par nature ou selon celle de l'affectation des charges par fonction. La première est plutôt appliquée sur le continent européen et la seconde plutôt dans les pays anglo-saxons. Selon la première méthode, l'ensemble des prestations de l'exercice est présenté, y compris les prestations produites au cours de la période mais pas (encore) vendues (variation des stocks et propres prestations portées à l'actif). Cet ensemble de prestations est mis en relation avec les charges de l'exercice. Selon la méthode de l'affectation des charges par fonction, les prestations effectivement vendues pendant l'exercice sont présentées et mises en relation avec les coûts de revient («cost of sales») qui s'y rapportent. Une autre différence provient de la présentation des charges: selon la première méthode, les charges sont classées par nature (p. ex. charges de matériel, charges de personnel, etc.), alors que pour la seconde, elles sont affectées aux centres de coût production, recherche et développement, vente et administration. Seule la méthode de l'affectation des charges par fonction permet donc de déterminer une marge brute, définie comme bénéfice brut en pour cent du chiffre d'affaires. Le résultat d'exploitation et le résultat de l'exercice sont cependant identiques pour les deux méthodes.

➞ **Compte de résultat global**

De quelle manière l'évolution par rapport à l'exercice précédent doit-elle être interprétée?

1

Il convient, dans un premier temps, de se poser la question de savoir si des changements ont eu lieu dans le périmètre de consolidation, créant ainsi une distorsion dans la comparaison des exercices. A titre d'exemple, l'achat d'une société en cours d'année peut

conduire à une augmentation du chiffre d'affaires, mais également à une diminution du résultat du groupe en raison des charges d'intégration qui y sont liées. Lors de la vente d'une filiale, on peut se trouver face à un bénéfice ou à une perte provenant de la différence entre les actifs et dettes cédés et le produit de la vente. Pour les multinationales, l'évolution des cours de change peut en outre avoir une influence non négligeable sur le résultat et fausser la comparaison avec l'année précédente. Par ailleurs, des modifications dans les principes de présentation des comptes ou l'introduction de nouvelles normes peuvent porter préjudice à la comparaison par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, ces modifications sont souvent applicables avec effet rétroactif, en ce sens que le compte de résultat de l'exercice précédent présenté à titre de base de comparaison est adapté en conséquence, comme si les nouveaux principes avaient déjà été appliqués l'année d'avant.

➞ **Annexe**

Dans quelle mesure le résultat publié est-il fiable?

Le résultat est influencé de manière déterminante par l'évaluation des actifs et passifs dans le bilan consolidé. Cette évaluation comporte parfois de grandes incertitudes et une certaine marge d'appréciation et repose en général sur de nombreuses hypothèses. A titre d'exemples, citons l'évaluation des participations non consolidées, l'appréciation des litiges et des provisions qui s'y rapportent, l'évaluation de la possibilité de réalisation d'une perte fiscale reportée portée à l'actif et l'examen du maintien de la valeur d'un goodwill.

Face à la concurrence intense, les entreprises sont à la recherche de nouveaux types d'activités ou de nouveaux types de produits. Selon le modèle d'affaires, la présentation des chiffres d'affaires et des résultats peut comporter des risques. C'est par exemple le cas lorsque la production s'étale sur un certain temps. Peut alors se poser la question de savoir s'il est déjà possible de comptabiliser une partie du chiffre d'affaires et du bénéfice pendant la durée de fabrication. Il n'est souvent pas facile de savoir quand un chiffre d'affaires peut être considéré comme réalisé et le bénéfice qui en résulte comptabilisé. Les transactions «sale and lease back», qui consistent à vendre et à louer simultanément un équipement, génèrent des liquidités et un gain ou une perte sans que cela change (dans un premier temps) quoi que ce soit à l'utilisation de l'équipement par l'entreprise. De même, les entreprises effectuent toujours plus fréquemment des transactions financières complexes, «cèdent» par exemple leurs créances à recouvrer pour obtenir un financement, octroient des garanties, des options ou d'autres sûretés.

Qu'entend-on par EBIT, EBITA et EBITDA?

Ces abréviations constituent des sous-totaux courants du compte de résultat qui concernent les résultats opérationnels du groupe. L'EBIT («earnings before interest and taxes») correspond au bénéfice d'exploitation présenté dans le compte de résultat du groupe, appelé aussi résultat opérationnel ou résultat avant résultat financier et impôts sur le bénéfice. L'EBITA («earnings before interest, taxes and amortisation») définit le résultat opérationnel avant déduction de l'amortissement et des corrections de valeur des actifs incorporels. Quant à l'EBITDA («earnings before interest, taxes, depreciation and amortisation»), il comprend en plus l'amortissement et les corrections de valeur des immobilisations corporelles. Ces deux derniers indicateurs ont pour objectif de se rapprocher du cash-flow opérationnel en imputant au bénéfice d'exploitation les principales charges sans incidence sur les liquidités. Dans l'exemple du groupe Modèle, l'EBITDA 2019 est de CHF 67 millions (bénéfice d'exploitation de CHF 14 millions, amortissements de CHF 21 millions et perte sur goodwill due à la dépréciation de CHF 32 millions). Il ressort toutefois du tableau de financement que ce montant ne correspond pas au flux de fonds effectif provenant de l'activité d'exploitation de CHF 74 millions. S'agissant des indicateurs alternatifs de performance ainsi que de la communication correspondante des facteurs particuliers et du «résultat normalisé», nous renvoyons au discussion indicateurs alternatifs de performance à la page 48.

➞ Tableau de financement

Qu'est-ce qu'un «impairment»?

2

Toutes les dispositions usuelles en Suisse en matière de présentation des comptes exigent de surveiller le maintien de la valeur des actifs afin d'éviter une surévaluation et, par conséquent, la présentation de fonds propres excessifs. Un actif est considéré comme surévalué lorsque sa valeur comptable n'est couverte ni par son prix de vente (valeur de marché moins les coûts de transaction) ni par ses cash-flows futurs escomptés (valeur utile). Dès que certains signes d'une telle perte durable («impairment») existent, il y a lieu de procéder à une analyse plus détaillée («impairment tests») et, le cas échéant, à des amortissements non planifiés (charge d'«impairment»). Les signes ou raisons incitant à effectuer ces calculs sont par exemple l'obsolescence, des produits concurrents nouveaux ou meilleurs, ou un rendement insuffisant. L'estimation du maintien de la valeur du goodwill est particulièrement complexe, étant donné que celui-ci se rapporte à des parties d'entreprise entières ou à des sociétés. Les IFRS et les US GAAP

exigent un «impairment test» annuel du goodwill (ne devant pas être amorti conformément aux plans), contrairement aux Swiss GAAP RPC, qui ne prévoient un tel test après amortissements annuels du goodwill que s'il existe des signes de dépréciation de valeur. Ce test implique de nombreuses hypothèses et par conséquent une importante marge d'appréciation. C'est pourquoi des informations détaillées sur les «impairments» et les calculs qui s'y réfèrent sont nécessaires dans l'annexe conformément aux IFRS et aux US GAAP. En font également partie à certaines conditions les analyses de sensibilité, qui montrent dans quelle mesure une certaine hypothèse clé, comme par exemple le taux d'actualisation, toutes choses étant égales par ailleurs, doit se développer négativement jusqu'à ce que la valeur comptable du goodwill ne soit plus couverte que par la valeur d'utilité.

➞ Annexe

Les charges financières sont-elles synonymes de charges d'intérêts?

3

En plus des charges d'intérêts, les charges financières contiennent aussi souvent des pertes de change réalisées et non réalisées et des corrections de valeur de participations non consolidées, de prêts et d'autres placements financiers.

Comment les charges d'intérêts sont-elles calculées?

Les charges d'intérêts comprennent souvent davantage que la seule rémunération des fonds étrangers convenue. S'il est par exemple émis un emprunt à 1 % d'une valeur nominale de CHF 100 millions à CHF 90 millions (au-dessous du pair) pour 10 ans, occasionnant des coûts de transaction de CHF 2 millions, la société reçoit des liquidités nettes de CHF 88 millions, qu'elle doit rembourser après 10 ans à raison de CHF 100 millions. Dans ce cas, les charges d'intérêts annuelles comprennent 1 % de CHF 100 millions et l'amortissement annuel de la différence entre le montant du remboursement et celui de l'émission. Cette différence (CHF 100 millions – CHF 88 millions = CHF 12 millions) est imputée aux charges sur 10 ans et augmente la dette résultant de l'emprunt jusqu'au montant dû à la date du remboursement.

Des charges d'intérêts supplémentaires peuvent résulter de la capitalisation des provisions à long terme ou des intérêts négatifs sur les avoirs auprès des banques. Les normes internationales exigent que des informations détaillées sur les risques d'intérêts soient publiées dans l'annexe.

➞ Annexe

Compte de résultat consolidé

Méthode de l'affectation des charges par nature

en millions de CHF		2019	2018
1	Chiffre d'affaires	364	419
	Autres produits d'exploitation	4	4
	Variation des stocks	(2)	7
	Total des produits d'exploitation	366	430
	Charges de matières et de marchandises	(149)	(172)
12	Charges de personnel	(130)	(129)
	Amortissements	(21)	(12)
2	Impairment du goodwill	(32)	–
	Autres charges d'exploitation	(20)	(51)
	Bénéfice d'exploitation	14	66
3	Charges financières	(9)	(5)
	Produits financiers	2	13
	Part au résultat des sociétés associées	5	–
	Bénéfice avant impôts	12	74
4	Charge d'impôts sur les bénéfices	(4)	(12)
6	Bénéfice net	8	62
5	Le bénéfice net revient aux:		
	actionnaires de Modèle Holding SA	5	52
	intérêts minoritaires	3	10
6	Bénéfice net du groupe	8	62
11	Bénéfice par action (non dilué)	CHF 0.22	CHF 2.36
	Bénéfice par action (dilué)	CHF 0.21	CHF 2.36

Compte de résultat de la société holding

en millions de CHF		2019	2018
	Produits des dividendes	2	9
	Autres produits financiers	6	4
13	Produits exceptionnels: dissolution de provisions	2	–
	Total des produits	10	13
	Autres charges d'exploitation	(2)	(2)
	Charges financières	(1)	–
	Total des charges	(3)	(2)
	Bénéfice net	7	11

Pourquoi les impôts sur le bénéfice sont-ils présentés séparément?

4

Les impôts sur le bénéfice mentionnés dans le compte de résultat consolidé contiennent d'une part les dettes fiscales de l'exercice sous revue basées sur les résultats statutaires ainsi que les suppléments et crédits d'impôt d'exercices précédents (réunis sous la désignation d'impôts courants), d'autre part la variation des impôts différés actifs et passifs inscrits au compte de résultat. Il s'agit là exclusivement d'impôts sur le bénéfice. Les autres impôts, tels que les impôts sur le capital ou la TVA non récupérable sont contenus dans les charges d'exploitation. Si l'on met en rapport les impôts sur le bénéfice avec le bénéfice avant impôts, on obtient la charge fiscale effective du groupe. Des informations détaillées à ce sujet sont exigées dans l'annexe par les IFRS et les US GAAP et des informations sommaires le sont par les Swiss GAAP RPC.

☞ Annexe

Pourquoi le bénéfice de l'exercice et le résultat global sont-ils répartis entre les actionnaires de la société holding et les actionnaires minoritaires?

5

Les dividendes versés aux actionnaires reposent en principe sur les résultats de l'entreprise dans laquelle ils participent. Dans les comptes consolidés, plusieurs entreprises sont réunies comme si elles formaient une entité juridique. La distribution aux actionnaires de la holding est souvent basée sur un pourcentage spécifique du bénéfice du groupe qui doit être attribué aux actionnaires de la holding (p. ex. 60%). La répartition du bénéfice de l'exercice dans ces comptes montre la part du résultat du groupe attribuable aux actionnaires minoritaires des filiales et celle attribuable aux actionnaires de la holding.

☞ Compte de résultat global

Le bénéfice net du groupe reflète-t-il la performance effective?

6

Le compte de résultat consolidé n'indique qu'une partie de la performance financière du groupe. Selon les normes internationales, certains résultats peuvent être comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global. Ces bénéfices ou pertes supplémentaires ressortant du compte de résultat global doivent également être pris en considération lors de l'évaluation de la performance.

☞ Compte de résultat global

A combien s'élève le bénéfice global du groupe?

7

Le bénéfice global selon les IFRS ou les US GAAP correspond au résultat global et se compose du bénéfice de l'exercice et des autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global comprennent des bénéfices et pertes non réalisés qui ne figurent pas dans le compte de résultat en raison de la norme concernée, mais dans les fonds propres sans incidence sur le résultat, soit définitivement, soit jusqu'à leur réalisation. Parmi ces adaptations de valeur qui sont présentées séparément dans le compte de résultat global figurent par exemple:

Postes qui ne sont jamais reclassés dans le compte de résultat:

8

- la réévaluation d'immobilisations corporelles à la juste valeur sans incidence sur le résultat,
- l'adaptation d'engagements ou d'actifs de prévoyance sans incidence sur le résultat,
- la comptabilisation de fluctuations de la juste valeur résultant d'investissements dans des instruments de capitaux propres évalués à la valeur de marché actuelle sans incidence sur le résultat,
- les impôts sur le bénéfice correspondants sur les éléments qui ont été comptabilisés dans les fonds propres sans incidence sur le résultat.

Postes qui ont été ou peuvent être reclassés dans le compte de résultat («recycling»):

9

- la comptabilisation de gains et pertes non réalisés provenant de la couverture de transactions futures; ils sont transférés dans le compte de résultat au moment où l'élément couvert a également une incidence sur le compte de résultat (hedge accounting),
- les impôts sur le bénéfice correspondants sur les éléments qui ont été comptabilisés dans les fonds propres sans incidence sur le résultat.

10

- les différences de change résultant de la conversion de bilans et de comptes de résultat, mais aussi les relations de prêts à long terme au sein du groupe avec les filiales étrangères; celles-ci seront transférées dans le compte de résultat au moment de la vente d'une filiale.

☞ Principes de présentation des comptes, annexe

Compte de résultat global consolidé

Méthode de l'affectation des charges par fonction

Variante 1¹ «one statement approach»

en millions de CHF		2019	2018
1	Chiffre d'affaires	364	419
	Coût de revient des produits vendus	(240)	(265)
	Bénéfice brut	124	154
	Charges de marketing, de vente et d'administration	(61)	(31)
	Charges de recherche et de développement	(33)	(10)
	Autres produits d'exploitation	4	4
	Autres charges d'exploitation	(20)	(51)
	Bénéfice d'exploitation	14	66
3	Charges financières	(9)	(5)
	Produits financiers	2	13
	Part au résultat des sociétés associées	5	-
	Bénéfice avant impôts	12	74
4	Charge d'impôts sur les bénéfices	(4)	(12)
6	Bénéfice net	8	62
Autres éléments du résultat global			
<i>Postes qui ne sont jamais reclassés en résultat</i>			
8	Réévaluation d'immeubles, après impôts	3	1
8	Gain (Perte) technique résultant de la prévoyance professionnelle, après impôts	3	(1)
		6	-
<i>Postes qui ont été ou peuvent être reclassés en résultat</i>			
9	Résultat de la couverture de transactions futures, après impôts	(5)	-
10	Différences de change	(3)	(2)
		(8)	(2)
	Autres éléments du résultat global, après impôts sur le bénéfice	(2)	(2)
7	Bénéfice global	6	60
5	Le bénéfice net revient aux:		
	actionnaires de Modèle Holding SA	5	52
	intérêts minoritaires	3	10
	Bénéfice net	8	62
5	Le bénéfice global revient aux:		
	actionnaires de Modèle Holding SA	3	50
	intérêts minoritaires	3	10
	Bénéfice global	6	60
11	Bénéfice par action (non dilué)	CHF 0.22	CHF 2.36
	Bénéfice par action (dilué)	CHF 0.21	CHF 2.36

¹ Si la variante 1 est utilisée, l'obligation de présenter un compte de résultat distinct est supprimée; si la variante 2 est utilisée (cf. p. 47), le compte de résultat doit être présenté séparément.

Etant donné que les Swiss GAAP RPC ne prévoient pas de poste «Autres éléments du résultat global» (en tant que partie des fonds propres), le bénéfice global du groupe correspond au résultat de l'exercice tel qu'il est présenté dans le compte de résultat consolidé.

Quelle est la différence entre un bénéfice par action normal ou non dilué et un bénéfice par action dilué?

11

Le bénéfice par action normal ou non dilué indique à combien s'élève le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires de la société holding pour chacune des actions en circulation. Le bénéfice par action dilué tient en outre compte de toutes les actions potentielles qui entraîneraient une dilution si tous les droits d'option et de conversion étaient exercés. En l'occurrence, on entend par dilution la diminution du bénéfice par action due à l'augmentation du nombre total d'actions. Ces deux indicateurs de performance sont si importants pour les sociétés cotées qu'ils doivent être présentés en bas du compte de résultat consolidé ou du compte de résultat global. Les bases du calcul doivent être publiées dans l'annexe.

➞ Annexe

Quel secteur contribue le plus au bénéfice, quel secteur contribue le moins?

Les entreprises cotées en bourse ont l'obligation de publier certains indicateurs de performance par secteur d'activité (chiffre d'affaires, résultat). Les informations sectorielles permettent ainsi d'obtenir une vue d'ensemble plus précise sur les résultats qui peuvent différer beaucoup d'un domaine d'activité à l'autre (p. ex. secteur ou région).

Le rapport sectoriel suit la «management approach», selon laquelle les chiffres financiers internes utilisés par les principaux décideurs pour la répartition des ressources et l'évaluation des prestations constituent aussi la base pour le rapport externe sur l'évolution économique des secteurs. Lors de la détermination des secteurs à présenter, une agrégation des secteurs opérationnels similaires est possible, certains seuils minimaux étant par ailleurs fixés. A côté des informations concernant l'identification et l'agrégation des secteurs opérationnels, d'autres données valables pour toute l'entreprise doivent figurer dans l'annexe. Ces données comprennent par exemple les produits réalisés avec des clients externes pour chaque groupe de produits et services similaires, les produits par zone géographique et les éventuelles concentrations

importantes de produits réalisés avec des clients spécifiques. Alors que les IFRS et les US GAAP exigent que le résultat du secteur soit indiqué, les Swiss GAAP RPC permettent d'y déroger exceptionnellement dans certains cas justifiés.

➞ Annexe

Comment la rémunération des collaborateurs et des membres du Conseil d'administration par des actions est-elle comptabilisée?

12

De nombreux groupes rémunèrent en partie leurs cadres dirigeants sous forme d'options sur actions ou d'actions de la société holding. Jusqu'ici, ces rémunérations ne figuraient pas au compte de résultat, ce qui était en partie justifié par le fait que les actionnaires de la société holding supportaient en fin de compte ces coûts sous la forme d'un effet de dilution sur leurs actions. Les normes comptables reconnues considèrent toutefois ces prestations versées aux collaborateurs comme faisant partie des charges de rémunération du groupe. Elles sont déterminées d'après la juste valeur à la date d'émission des options sur actions ou actions gratuites et comptabilisées au compte de résultat sur la durée de la prestation de travail requise des collaborateurs.

➞ Annexe

Pourquoi la dissolution extraordinaire de provisions qui apparaît au compte de résultat de la société holding ne figure-t-elle pas aussi dans les comptes consolidés?

13

Les provisions de la société holding concernent notamment les risques liés aux participations. Ces risques doivent être éliminés dans les comptes consolidés, car la valeur comptable des participations y est remplacée par les actifs et passifs des filiales et parce que des risques généraux ne peuvent pas faire l'objet d'une provision «à titre préventif» selon la «true and fair view». Mais s'il s'agit de la dissolution d'une provision qui figure aussi dans les comptes consolidés, elle ne peut pas être désignée comme extraordinaire dans le compte de résultat consolidé selon les dispositions internationales (IFRS, US GAAP), mais doit être généralement dissoute sur la ligne où elle a été constituée auparavant (p. ex. en tant que diminution des autres charges d'exploitation, s'il s'agit d'un litige). La dissolution doit en outre apparaître dans le tableau des provisions de l'annexe des comptes consolidés.

➞ Annexe

Compte de résultat global consolidé

Variante 2¹ «two statements approach»

en millions de CHF		2019	2018
6	Bénéfice net	8	62
Autres éléments du résultat global			
<i>Postes qui ne sont jamais reclassés en résultat</i>			
8	Réévaluation d'immeubles, après impôts	3	1
8	Gain (Perte) technique résultant de la prévoyance professionnelle, après impôts	3	(1)
		6	–
<i>Postes qui ont été ou peuvent être reclassés en résultat</i>			
9	Résultat de la couverture de transactions futures, après impôts	(5)	-
10	Différences de change	(3)	(2)
		(8)	(2)
	Autres éléments du résultat global, après impôts sur le bénéfice	(2)	(2)
7	Bénéfice global	6	60
5	Le bénéfice global revient aux:		
	actionnaires de Modèle Holding SA	3	50
	intérêts minoritaires	3	10
7	Bénéfice global	6	60

¹ Si la variante 1 est utilisée (cf. p. 45), l'obligation de présenter un compte de résultat distinct est supprimée; si la variante 2 est utilisée, le compte de résultat doit être présenté séparément.

Discussion: indicateurs alternatifs de performance

Questions et réponses

La «Directive relative au recours aux indicateurs alternatifs de performance» actuellement applicable est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Cette directive doit être observée par toutes les sociétés émettrices dont les droits de participation sont cotés auprès de SIX Swiss Exchange et dont le siège se trouve en Suisse.

Qu'entend-on par indicateurs alternatifs de performance?

On entend par indicateurs alternatifs de performance (en anglais «alternative performance measures» ou «Non-GAAP Measures»), les indicateurs typiquement calculés et publiés par les sociétés cotées en bourse qui ne sont pas spécifiés dans la norme comptable appliquée (ou «Non-GAAP»). Grâce aux indicateurs alternatifs de performance (APM), le management communique généralement à ses investisseurs les indicateurs de performance corrigés de facteurs particuliers ou les sous-totaux qui ne sont pas définis dans la norme comptable appliquée. Outre les APM généralement connus, comme l'EBIT et l'EBITDA, des APM définis individuellement par les entreprises sont également utilisés (p. ex. revenus ajustés, EBIT ou EBITDA corrigés de facteurs particuliers, bénéfice normalisé, etc.).

Parmi les exemples d'éléments corrigés pour les APM figurent en particulier:

- Effets liés aux acquisitions tels que les coûts de transaction ou d'intégration, ou l'amortissement des valeurs incorporelles identifiées dans le cadre de l'allocation du prix d'achat
- Coûts «uniques» liés à une réorganisation ou une restructuration
- Elimination des effets particuliers résultant de

l'évaluation des engagements de prévoyance

- Dépréciation du goodwill ou des installations de production
- Coûts uniques liés à des litiges juridiques
- Résultat de sociétés associées (p. ex. effet des coûts ou bénéfices exceptionnels)

Pourquoi les entreprises utilisent-elles des indicateurs alternatifs de performance?

Les entreprises utilisent les APM principalement afin de fournir aux destinataires des comptes annuels (p. ex. actionnaires, investisseurs, grand public) des informations supplémentaires du point de vue du management. Ces indicateurs se sont établis dans la communication des entreprises suisses. Dans le Swiss Leader Index (SLI) de SIX Swiss Exchange, les entreprises qui ne communiquent pas d'APM constituent plutôt une exception. En règle générale, les APM sont entièrement intégrés dans la communication des entreprises (rapport annuel, rapport d'activité, communiqué de presse, présentation aux investisseurs).

Du point de vue des investisseurs, les APM et les explications pertinentes correspondantes peuvent représenter des informations supplémentaires très utiles. Ainsi, les analystes financiers cherchent à réaliser une évaluation de l'entreprise ou des actions par exemple sur la base des informations fournies dans l'annexe et d'entretiens avec le management. Les détails relatifs aux facteurs particuliers (événements ou transactions exceptionnels, rares ou uniques) aident les analystes financiers à déterminer des indicateurs et résultats normalisés de leur point de vue, qui servent ensuite de point de départ pour les prévisions relatives aux flux de trésorerie.

Où les indicateurs alternatifs de performance sont-ils réglés?

En raison du niveau élevé de subjectivité que revêt la détermination des APM, il existe le risque, avec les indicateurs de résultat ajustés, que la comparabilité et

la standardisation visées par les normes comptables internationales soient compromises et que les investisseurs soient ainsi induits en erreur. Comme l'indique le terme «Non-GAAP Measures», la réglementation des APM ne relève pas de la compétence des normalisateurs. En Suisse, SIX Swiss Exchange a ainsi publié la Directive relative au recours aux indicateurs alternatifs de performance (DIAP), qui doit être appliquée obligatoirement par toutes les sociétés émettrices suisses dont les droits de participation sont cotés à SIX Swiss Exchange SA. Cette directive est valable pour les informations que les émetteurs publient périodiquement ou en fonction des événements afin de maintenir la cotation, qui présentent des APM et qui ne figurent pas dans les comptes annuels établis selon la norme comptable applicable. Parmi ces informations publiées périodiquement ou en fonction des événements figurent notamment les rapports annuels, les rapports de gestion et les communiqués de presse en relation avec le reporting financier périodique. A cet égard, la présentation aux investisseurs est explicitement exclue par la Bourse, car celle-ci n'est pas nécessaire pour le maintien de la cotation. Au sens d'une bonne pratique, il y a toutefois lieu d'établir un reporting transparent et cohérent dans cet instrument de communication aux investisseurs.

Que dit la Directive relative au recours aux indicateurs alternatifs de performance?

Des définitions claires et compréhensibles doivent être publiées pour tous les APM utilisés. De plus, les indicateurs Non-GAAP doivent être assortis de descriptions pertinentes reflétant leur contenu et la base de leur calcul. Il convient d'éviter les désignations trompeuses. Le caractère trompeur d'une désignation (p. ex. charge exceptionnelle) est déterminé sur la base des circonstances effectives. Pour les APM utilisés qui sont fondés sur un indicateur figurant aux états financiers établis selon la norme comptable reconnue et qui sont ajustés par l'ajout ou l'omission de postes, il convient de fournir un rapprochement avec un indicateur comparable issu des états financiers établis selon la norme comptable reconnue (p. ex. sur le résultat avant impôts). Les postes de rapprochement significatifs doivent être précisés. Lorsqu'un APM ressort directement des états financiers établis selon la norme comptable reconnue, il n'est pas nécessaire de fournir un rapprochement. C'est le cas, par exemple, si un APM représente un sous-total (p. ex. EBIT ou EBITDA) dans les états financiers. L'égalité de traitement des indicateurs constitue un élément important de la DIAP: dans la communication aux investisseurs définie selon la DIAP, les APM ne doivent pas être présentés avec plus de prééminence que les indicateurs issus des états financiers établis selon la norme comptable reconnue.

Publications KPMG complémentaires

Disponibles au format pdf à l'adresse www.kpmg.ch

- 🔗 Bridge the Gaps «How to improve reporting of Alternative Performance Measures»

Autres questions que les investisseurs devraient se poser au sujet du compte de résultat/compte de résultat global:

Enregistre-t-on des charges ou produits importants extraordinaires ou qui ne se présentent pas chaque année, comme des provisions pour restructuration, des amortissements non planifiés («impairments»), des gains ou des pertes, par exemple de la vente de filiales, relativisant ainsi la comparaison avec l'exercice précédent et le caractère durable du résultat publié?

- 🔗 Annexe

Le compte de résultat contient-il des gains ou pertes importants non réalisés (p. ex. fluctuation des cours de change, bénéfices ou pertes provenant de l'évaluation à la juste valeur de titres et d'instruments dérivés)?

- 🔗 Compte de résultat global, tableau de financement (en cas d'application de la méthode indirecte), annexe

Quel a été l'impact de la prévoyance professionnelle du groupe et de ses différents facteurs d'influence (frais courants liés à la prévoyance, intérêts nets, gains et pertes techniques, etc.) sur le résultat (global)?

- 🔗 Compte de résultat global, annexe

Comment les charges fiscales effectives publiées se présentent-elles par rapport aux charges fiscales escomptées du groupe? D'où provient la variation importante des charges fiscales?

- 🔗 Annexe

Existe-t-il des risques qui pourraient compromettre le caractère durable du bénéfice publié, voire la continuation du groupe (développements technologiques, problèmes d'image, problèmes de qualité, sinistres, etc.)?

- 🔗 Indication sur les incertitudes, les engagements conditionnels ou sur le tableau des provisions dans l'annexe et éventuellement dans le rapport d'activité

Tableau des fonds propres

Questions et réponses

Le tableau des fonds propres consolidé fournit des indications sur la modification du capital-actions, des actions propres, des réserves et des intérêts minoritaires.



De quels éléments les fonds propres consolidés se composent-ils?

Les fonds propres sont formés du capital versé (capital-actions et réserves de capital ou «agio» de la société holding) et du capital réalisé (réserves de bénéfice). Les actions propres sont présentées en déduction du capital-actions. Les intérêts minoritaires, ou participations ne donnant pas le contrôle, qui doivent être imputés aux actionnaires tiers de filiales font également partie des fonds propres.

Comment se produisent les différences de change cumulées?

1

Les différences de change cumulées proviennent de la conversion des comptes annuels requise par la consolidation et du financement à long terme de filiales étrangères. La conversion des actifs nets (= actifs diminués des passifs) d'une filiale étrangère existant au début de l'exercice se fait au nouveau cours de fin d'exercice. Il en va de même pour les mouvements de fonds propres, y compris le bénéfice net de l'année en cours, qui sont enregistrés au cours moyen dans les comptes consolidés. Pour compenser la volatilité à court terme résultant de fonds qui sont de par leur nature engagés à long terme, les influences des monnaies étrangères sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, c'est-à-dire dans les fonds propres sans incidence sur le résultat. Lors de la vente d'une filiale étrangère, ces gains (pertes) de change cumulés doivent être, selon les IFRS et les US GAAP, ajoutés ou déduits du résultat de la vente par transfert dans le compte de résultat («recycling»).

A quoi les mouvements des fonds propres consolidés sont-ils dus?

Les variations des fonds propres peuvent être subdivisées en transactions avec les actionnaires, modifications de la présentation des comptes («restatements») et résultat global.

2

Les transactions avec les actionnaires de la société holding comprennent notamment les augmentations ou réductions du capital (y compris achat et vente d'actions propres) et les distributions de bénéfices.

3

Les «restatements» proviennent de la modification de principes comptables et de la correction d'erreurs importantes. Ces deux types de «restatements» ont en principe un effet rétroactif, ce qui signifie qu'il faut adapter les actifs et les passifs à la date du début de l'exercice précédent sans incidence sur le résultat, comme si la nouvelle présentation des comptes s'appliquait déjà de cette manière depuis le début de la période comparative. Il se peut que la présentation des résultats de l'exercice précédent doive aussi être adaptée. La comparabilité des deux exercices est ainsi garantie. Des changements de méthode de comptabilisation et d'évaluation ne sont autorisés que s'ils sont justifiés par l'apparition d'une nouvelle norme ou s'ils contribuent à accroître la valeur des informations présentées par l'entreprise. Il ne faut pas confondre la correction d'une erreur avec la marge d'appréciation inhérente à l'évaluation de postes du bilan, toujours susceptible d'être remise en question. Les nouvelles évaluations faites dans ce dernier cas de figure doivent toujours apparaître au compte de résultat de l'année en cours. En revanche, on est par exemple en présence d'une erreur lorsque des calculs ont été mal faits ou que des informations importantes ont tout simplement été omises. La correction rétroactive d'une erreur («restatement») est effectuée uniquement dans des cas graves. Les IFRS exigent, en cas de «restatements» et de restructurations d'importance, que le bilan adapté rétroactivement à la date du début de l'exercice précédent (bilan d'ouverture) figure dans le bilan consolidé sous la forme d'une troisième colonne.

Outre le bénéfice net ressortant du compte de résultat, le bénéfice global comprend également les autres éléments du résultat global comptabilisés dans les fonds propres. Voir à ce sujet les explications concernant le compte de résultat global aux pages 40 à 49.



Les fonds propres représentent-ils la valeur du groupe?

Cette affirmation est trop réductrice. Le recours de plus en plus fréquent à la juste valeur, dans les comptes consolidés, par exemple pour les instruments financiers, les immeubles de placement, etc., constitue certes un rapprochement des fonds propres avec la valeur réelle de l'entreprise, mais la plus-value sur la plupart des immobilisations corporelles (p. ex. immeubles d'exploitation) ainsi que le goodwill généré sur le plan interne (propres marques, savoir-faire, activités de recherche, portefeuille de clients, avantages par rapport à la concurrence, etc.) ne sont pas pris en considération. Ce goodwill généré sur le plan interne, qui reflète finalement le potentiel d'avenir du groupe, ne peut toutefois pas être porté à l'actif. Pour les groupes cotés en bourse, c'est donc leur capitalisation boursière (nombre d'actions multiplié par le cours de bourse) qui se rapproche le plus de leur juste valeur puisqu'elle représente les attentes des investisseurs à l'égard de la capacité bénéficiaire future du groupe.

Autres questions que les investisseurs devraient se poser au sujet du tableau des fonds propres:

De quels types d'actions (actions ordinaires, actions préférentielles, actions à droit de vote privilégié, etc.) le capital-actions se compose-t-il, et quels sont les droits et obligations des actionnaires et du groupe qui s'y rattachent?

➞ Annexe

Quelle est la politique du groupe en matière de dividendes?

➞ Indications éventuelles dans le rapport d'activité (mention de quotes-parts de distributions), déclarations faites lors de l'Assemblée générale

Quelles ont été les raisons sous-jacentes à l'acquisition d'actions propres (mesures pour soutenir le cours, spéculation, plans d'intéressement des cadres, obligation de rachat, etc.)? Les actions propres sont-elles affectées à un but précis (p. ex. pour des acquisitions ou des fusions) ou sont-elles librement disponibles? Des plans de participation en actions avec actions propres détenues ou des augmentations conditionnelles de capital sont-ils assurés?

➞ Indications éventuelles dans le rapport d'activité, le rapport de rémunération, la présentation aux investisseurs ou dans l'annexe des comptes annuels de la société holding

Les réserves du groupe sont-elles soumises à des restrictions légales en matière de distribution et si oui, dans quelle mesure?

➞ Annexe

Tableau des fonds propres du groupe

	Capital- actions	Réserves de capital (agio)	Actions propres	Bénéfices reportés	Différences de change cumulées	Total sans les intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	Total avec les intérêts minoritaires
en millions de CHF								
Fonds propres au 1^{er} janvier 2018	22	15	–	48	4	89	5	94
3 Incidence du changement de principes comptables	–	–	–	(5)	–	(5)	–	(5)
Fonds propres corrigés au 1^{er} janvier 2018	22	15	–	43	4	84	5	89
Dividendes versés aux actionnaires	–	–	–	(9)	–	(9)	–	(9)
Achat d'actions propres	–	–	(1)	–	–	(1)	–	(1)
2 Total des transactions avec les actionnaires	–	–	(1)	(9)	–	(10)	–	(10)
Réévaluation d'immeubles, après impôts	–	–	–	1	–	1	–	1
Perte technique résultant de la prévoyance professionnelle, après impôts	–	–	–	(1)	–	(1)	–	(1)
1 Différences de change	–	–	–	–	(2)	(2)	–	(2)
Total des autres éléments du résultat global, après impôts	–	–	–	–	(2)	(2)	–	(2)
Bénéfice net	–	–	–	52	–	52	10	62
Bénéfice global	–	–	–	52	(2)	50	10	60
Fonds propres au 31 décembre 2018	22	15	(1)	86	2	124	15	139
Augmentation du capital	1	3	–	–	–	4	3	7
Dividendes versés aux actionnaires	–	–	–	(15)	–	(15)	(3)	(18)
Achat d'actions propres	–	–	(3)	–	–	(3)	–	(3)
2 Total des transactions avec les actionnaires	1	3	(3)	(15)	–	(14)	–	(14)
Réévaluation d'immeubles, après impôts	–	–	–	3	–	3	–	3
Gain technique résultant de la prévoyance professionnelle, après impôts	–	–	–	3	–	3	–	3
Résultat de la couverture de transactions futures, après impôts	–	–	–	(5)	–	(5)	–	(5)
1 Différences de change	–	–	–	–	(3)	(3)	–	(3)
Total des autres éléments du résultat global, après impôts	–	–	–	1	(3)	(2)	–	(2)
Bénéfice net	–	–	–	5	–	5	3	8
Bénéfice global	–	–	–	6	(3)	3	3	6
Fonds propres au 31 décembre 2019	23	18	(4)	77	(1)	113	18	131

Tableau de financement

Questions et réponses

Le tableau de financement fournit un aperçu des entrées et sorties de fonds au cours de l'exercice sous revue. Il est généralement subdivisé en activités d'exploitation, d'investissement et de financement. Dans les comptes de la société holding des sociétés cotées en bourse, il est possible de renoncer à publier un tableau de financement si des comptes consolidés établis selon une norme reconnue sont publiés.



Comment détermine-t-on les flux de fonds ou cash-flows du tableau de financement?

La notion de cash-flow n'est pas utilisée de manière homogène dans la pratique. Elle concerne en général le cash-flow opérationnel, c'est-à-dire les flux de fonds provenant de l'activité d'exploitation. Elle recouvre parfois uniquement une définition rudimentaire du cash-flow opérationnel (p. ex. bénéfice plus amortissements). Au sens strict, le cash-flow comprend toutes les variations des liquidités. Il est important que les investisseurs sachent exactement comment le cash-flow est déterminé.

Quel est le degré de liquidité des liquidités?

1

Selon les normes comptables reconnues, les liquidités comprennent, d'une part, les avoirs en espèces ainsi qu'en comptes postaux et bancaires et, d'autre part, les fonds assimilés à des liquidités tels que les placements à vue et à terme ou les papiers monétaires avec une échéance inférieure à 90 jours et un faible risque de fluctuation de valeur (appelés équivalents de liquidités). Selon ces normes, les titres négociables ne doivent pas être présentés dans les liquidités et les équivalents de liquidités; en conséquence, les transactions portant sur de tels titres sont présentées dans la partie du tableau de financement correspondant à l'activité d'investissement ou éventuellement d'exploitation (en tant que modifications du «working capital»).

Quelles sont les informations fournies par les flux de fonds provenant de l'activité d'exploitation?

2

Le cash-flow opérationnel renseigne sur la création ou l'utilisation de liquidités en rapport avec les achats, la production, l'administration et la comptabilisation du

chiffre d'affaires. Il comprend les éléments du résultat opérationnel qui ont une incidence sur les liquidités ainsi que toutes les variations de l'actif circulant net. En général, le flux de fonds découlant de l'exploitation est déterminé selon la méthode indirecte. Comme dans l'exemple de tableau de financement du groupe Modèle présenté, on calcule d'abord le bénéfice opérationnel en déduisant du bénéfice de l'exercice les impôts et le résultat financier. Par la suite, on corrige le bénéfice opérationnel par les facteurs de résultat qui n'ont pas d'incidence sur les liquidités, comme par exemple les amortissements, les constitutions de provisions, etc. Il est aussi possible d'employer la méthode directe, moins fréquente dans la pratique, qui consiste à comparer les recettes provenant des clients avec les dépenses de personnel, de matières, etc.

S'il a une incidence sur les liquidités, le résultat financier (surtout les charges et produits d'intérêts) peut être attribué à l'activité d'exploitation, de financement ou d'investissement.

Quelles sont les informations fournies par les flux de fonds provenant de l'activité d'investissement?

3

Les investissements du groupe comprennent l'acquisition et la cession d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières (y compris des titres), ainsi que les éventuels intérêts et dividendes y relatifs reçus en espèces. Il s'agit donc principalement des mouvements de fonds liés à l'exploitation des immobilisations et ayant une incidence sur les liquidités. Les achats et les ventes de filiales incluses dans le périmètre de consolidation sont également présentés sous cette rubrique, sous la forme de liquidités correspondant au prix d'achat payé ou au produit de la vente réalisé, moins les liquidités acquises ou cédées avec la filiale.

Qu'est-ce que le «free cashflow»?

Le tableau de financement indique parfois le «free cashflow». Dans la pratique, cette notion est souvent définie – avec différentes variantes – comme la différence entre le flux de fonds provenant de l'activité d'exploitation et celui provenant de l'activité d'investissement. Il représente le montant qui subsiste après déduction des investissements du cash-flow opérationnel pour rémunérer les actionnaires et les créanciers, c'est-à-dire rembourser les dettes et verser les dividendes.

Quelles sont les informations fournies par les flux de fonds provenant de l'activité de financement?

4

Le financement comprend l'emprunt ou le remboursement de fonds propres ou étrangers, le versement de dividendes et éventuellement le paiement des intérêts.

Etant donné que les actions propres sont présentées en déduction des fonds propres, l'achat ou la vente d'actions propres ne peuvent pas figurer en tant qu'activité d'investissement, mais doivent être présentés en tant qu'activité de financement comme une réduction (achat) ou une augmentation (vente) de capital.

Quel est l'impact des différences de change sur le tableau de financement?

5

L'état initial des liquidités des filiales étrangères a été converti au cours de clôture de la fin de l'exercice précédent. Les rubriques du compte de résultat contenues dans le tableau de financement et les variations du bilan (investissements, désinvestissements, financements, remboursements) en relation avec des filiales étrangères qui ont entraîné plus ou moins de liquidités à la fin de l'exercice sont généralement converties au cours moyen de l'exercice sous revue. Les liquidités des filiales étrangères présentées en fin d'exercice sont par contre converties au cours de la date de clôture du bilan concerné. Les différences de conversion qui en résultent dans l'état des liquidités sont présentées séparément à la fin du tableau de financement.

Pour quelles raisons les augmentations ou diminutions de positions du bilan ne correspondent-elles pas aux variations ressortant du bilan?

Les raisons de ces variations sont à rechercher d'une part dans la différence de conversion des positions du bilan (au cours de clôture) et des transactions (au cours moyen) tenues en monnaie étrangère et, d'autre part, dans la modification du périmètre de consolidation (achat ou vente de filiales), qui n'est présentée que sous une seule rubrique dans le tableau de financement (voir «Quelles sont les informations fournies par les flux de fonds provenant de l'activité d'investissement?»), alors qu'un grand nombre de positions du bilan sont concernées. Des transactions sans incidence sur les liquidités entraînent en outre des variations dans le bilan, par exemple l'entrée d'immobilisations acquises par leasing financier et qui n'ont donc pas exigé de liquidités au moment de l'investissement.

Autres questions que les investisseurs devraient se poser au sujet du tableau de financement:

Le groupe était-il en mesure de générer un excédent de liquidités grâce à son activité commerciale? Ces moyens ont-ils été utilisés pour des investissements ou pour le remboursement de fonds étrangers ou de fonds propres?

⇒ [Tableau de financement](#)

Le groupe est-il en mesure de remplir ses obligations financières, à savoir de rembourser ses dettes et de payer les intérêts?

⇒ [Tableau de financement, tableau des échéances de remboursement dans l'annexe, éventuellement indications des limites de crédit et «free cashflow» dans l'annexe ou dans le rapport d'activité](#)

Existe-t-il des engagements d'investissement importants entraînant des sorties de fonds futures («capital commitments»)?

⇒ [Annexe](#)

Tableau de financement du groupe

en millions de CHF		2019	2018
Bénéfice net		8	62
Réconciliation avec le résultat d'exploitation			
Charge d'impôts sur les bénéfices		4	12
Charges financières		9	5
Produits financiers		(2)	(13)
Produits et charges sans incidence sur les liquidités			
Amortissements		21	12
Impairment du goodwill		32	–
Bénéfice provenant de la cession d'immobilisations corporelles		(1)	–
Part au résultat des sociétés associées		(5)	–
Dissolution (nette) de provisions		(5)	(3)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		2	(1)
Variation de l'actif circulant net			
Diminution/(Augmentation) des créances à court terme		89	(7)
(Augmentation) des stocks		(23)	(3)
(Diminution) des dettes financières à court terme non rémunérées		(39)	(6)
Impôts sur le bénéfice			
Impôts sur le bénéfice payés		(16)	(12)
2 Flux de fonds provenant de l'activité d'exploitation		74	46
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(40)	(28)
Cession d'immobilisations corporelles		3	1
Acquisition de filiales (moins les liquidités acquises)		(56)	(7)
Cession de titres		2	–
Intérêts reçus		2	11
3 Flux de fonds provenant de l'activité d'investissement		(89)	(23)
Augmentation du capital-actions		4	–
Dividendes payés		(18)	(9)
Achat d'actions propres		(3)	(1)
Apports de capitaux d'actionnaires minoritaires		3	–
Augmentation de dettes financières		32	16
Intérêts payés		(8)	(3)
Versements au titre des engagements de leasing		(7)	(6)
4 Flux de fonds provenant de l'activité de financement		3	(3)
Diminution/Augmentation des liquidités et équivalents de liquidités		(12)	20
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		38	18
5 Différences de change		1	–
1 Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice		27	38

Annexe

Questions et réponses

L'annexe contient des explications sur les principes régissant l'établissement des comptes consolidés et sur les différentes rubriques des comptes consolidés ainsi que des informations supplémentaires. Elle fait partie intégrante des comptes consolidés.



Pourquoi étudier les principes régissant l'établissement des comptes?

Ces principes expliquent notamment quelles sont les normes de présentation appliquées (p. ex. Swiss GAAP RPC, IFRS, US GAAP), de quelle manière le périmètre de consolidation est défini et quels sont les principes d'établissement du bilan et d'évaluation utilisés. Le groupe fournit par exemple des informations sur l'exercice des droits d'option dans la présentation des comptes ou la mesure dans laquelle les justes valeurs sont utilisées dans le bilan consolidé. Selon les IFRS, la Direction doit aussi prendre explicitement position sur l'étendue de ses jugements concernant l'utilisation des principes de présentation des comptes et leur impact sur l'inscription au bilan des actifs et des passifs ou sur la présentation des résultats, mais aussi sur les principales incertitudes relatives aux estimations.

Les comptes individuels doivent également indiquer les principes comptables utilisés, mais uniquement si ceux-ci ne sont pas prescrits par la loi.

A quoi servent les explications sur les diverses positions des comptes consolidés?

Les informations contenues dans l'annexe permettent notamment de préciser le contenu de certaines positions du bilan et du compte de résultat, mais également d'expliquer les changements essentiels. Par exemple, le tableau des immobilisations ou le tableau des provisions, exigés par différentes normes, sont particulièrement importants. D'autres rubriques fournissent de précieuses informations sur l'aspect financier de la gestion des risques ainsi que sur la situation en matière de prévoyance professionnelle ou sur les impôts.

Quelles sont les informations supplémentaires importantes que l'on trouve dans l'annexe?

Les informations supplémentaires couvrent principalement les opérations hors bilan, soit les transactions et les facteurs d'incertitude qui ne se reflètent pas (encore) dans le bilan. Par exemple, les engagements d'investissement («capital commitments»), les litiges, les garanties, les cautionnements solidaires et les autres engagements conditionnels ainsi que les engagements liés à des contrats de location à long terme non résiliables («operating leases») sont présentés dans les comptes annuels établis selon les Swiss GAAP RPC. Le lecteur de l'annexe doit être informé des risques importants auxquels le groupe est exposé et de la manière dont ces risques peuvent influencer à l'avenir les comptes consolidés, en particulier le rendement et les flux de fonds.

Que faut-il entendre par parties liées?

Il faut entendre par là les personnes physiques ou morales qui peuvent exercer de manière directe ou indirecte une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles de l'entreprise. En font par exemple partie les actionnaires majoritaires, les membres du Conseil d'administration et ceux de la Direction, ainsi que les sociétés qu'ils contrôlent, ou encore la fondation de prévoyance du personnel d'une entreprise. Les transactions avec des parties liées ne sont pas automatiquement comparables avec celles conclues avec des tiers indépendants. C'est la raison pour laquelle les transactions et les soldes à recouvrer concernant des parties liées doivent être mentionnés dans l'annexe. Dans ce contexte, les normes internationales exigent aussi la publication de la rémunération des membres du management qui occupent des postes clés. Les sociétés suisses cotées en bourse doivent en outre indiquer dans un rapport de rémunération distinct les indemnités versées à la Direction du groupe et au Conseil d'administration.

Quelles sont les indications fournies par le tableau des immobilisations?

1

Le tableau des immobilisations indique les variations des immobilisations corporelles, des immeubles de rendement, des droits d'utilisation résultant du leasing (IFRS, US GAAP) et des immobilisations corporelles entrant dans le cadre du leasing financier (Swiss GAAP RPC) ainsi que des immobilisations incorporelles. Ces variations sont souvent brutes, c'est-à-dire qu'elles sont présentées séparément pour le coût d'acquisition et les amortissements cumulés. Les rubriques suivantes sont présentées séparément: changements au niveau du périmètre de consolidation (acquisition/vente de filiales), investissements, cessions (ventes, éliminations), amortissements et amortissements non planifiés («impairments») et différences de conversion. Les investissements et les cessions, à l'exception des transactions sans incidence sur les liquidités (p. ex. paiements non effectués à la date du bilan, achat ou vente sous la forme d'opérations d'échange ou de leasing) devraient pouvoir être réconciliés avec le tableau de financement en tenant compte des gains et pertes résultant des sorties d'immobilisations. Les opérations sans incidence sur les liquidités doivent être expliquées dans l'annexe.

Quelles sont les conclusions que l'on peut tirer du tableau des provisions?

2

Le tableau des provisions indique, pour chacune des catégories importantes de provisions, la constitution, l'emploi sans incidence sur le résultat et la dissolution avec incidence sur le résultat de l'exercice. Les dissolutions importantes de provisions devenues inutiles peuvent indiquer soit une erreur d'appréciation lors de leur constitution, soit une évolution positive inattendue. Si elles ont une influence importante sur le résultat de l'exercice, un commentaire devrait figurer à cet endroit. Les incertitudes liées aux diverses catégories de provisions et l'échéance attendue des sorties de ressources devraient être décrites dans l'annexe.

Quelles sont les indications fournies par le flux de fonds provenant de l'activité d'acquisition?

3

Les acquisitions peuvent modifier notablement les comptes consolidés. Selon les IFRS et les US GAAP, elles doivent donc être expliquées en détail dans l'annexe. Le flux de fonds correspond au prix des acquisitions faites par l'entreprise, moins les liquidités reprises, c'est-à-dire nouvellement consolidées. A ce montant sont comparés les actifs et passifs repris dans la consolidation ainsi que le goodwill. La ventilation de la sortie de fonds provenant de l'activité d'investissement permet de plausibiliser les variations des postes du bilan par rapport aux flux de fonds correspondants présentés dans le tableau de financement. L'incidence de l'acquisition sur la situation financière peut ainsi être reconstituée.

Il est procédé de la même manière, mais avec un signe inverse, pour la vente de filiales.

Qu'en est-il de la prévoyance professionnelle?

4

Selon les IFRS, les informations sur la prévoyance professionnelle indiquent entre autres l'insuffisance ou l'excédent de couverture de la (des) caisse(s) de pension («funded status»), les éléments des charges de prévoyance ainsi que la variation des engagements et avoirs de prévoyance du groupe. Les engagements de prévoyance doivent être portés au bilan lorsqu'il existe un plan avec un régime de prestations définies, c'est-à-dire lorsqu'il est garanti des prestations définies et que le salarié n'assume pas entièrement le risque actuariel ni

celui d'investissement. Le «funded status» compare la valeur actuelle des engagements de prévoyance avec la juste valeur de la fortune afin de déterminer l'excédent ou le découvert éventuel à inscrire au bilan. Les insuffisances de couverture (découverts) doivent faire l'objet de provisions si l'entreprise est tenue de jure ou de facto de procéder à un assainissement, soit sous forme d'une augmentation de ses cotisations, soit par un versement complémentaire.

Si la fortune de prévoyance dépasse la valeur actuelle de l'engagement de prévoyance, l'inscription à l'actif de l'excédent doit être évaluée au moyen de calculs supplémentaires. En l'occurrence, il existe un excédent de CHF 34 millions à la date de clôture, que le groupe estime pouvoir porter à l'actif à raison de CHF 8 millions. Un traitement sans incidence sur le compte de résultat est exigé par les IFRS dans les autres éléments du résultat global, en tant que partie des fonds propres, pour la comptabilisation des effets de la réévaluation technique (gains et pertes techniques). Cela présente l'avantage que les déficits de prévoyance professionnelle et les éventuels excédents pouvant être portés à l'actif sont présentés intégralement dans le bilan à chaque date du bilan sans que la volatilité, souvent considérable, résultant de la réévaluation périodique ait une influence sur le compte de résultat.

Selon les Swiss GAAP RPC, le groupe doit déterminer s'il existe un engagement économique ou un avantage économique en lien avec la prévoyance professionnelle. Contrairement aux IFRS et aux US GAAP, aucun calcul actuariel n'est nécessaire en ce qui concerne les institutions de prévoyance suisses, car les comptes de l'institution de prévoyance professionnelle constituent la base de la détermination des engagements ou des avantages selon la Swiss GAAP RPC 26.

Quand le groupe doit-il rembourser ses dettes?

5

Les échéances de remboursement des fonds étrangers rémunérés permettent d'apprécier les sorties de fonds futures résultant de l'activité de financement et la situation du groupe en matière de liquidités. Il est aussi intéressant de connaître les conditions (taux d'intérêt, conditions de crédit) qui se rapportent aux dettes financières, afin d'évaluer les sorties de fonds futures et les éventuelles pénuries de liquidités prévisibles. Il n'est cependant pas obligatoire de publier les limites de crédit non utilisées qui pourraient fournir des informations importantes sur la marge de manœuvre financière du groupe.

1 Tableau des immobilisations 2019¹ du groupe

en millions de CHF	Immeubles	Droits d'utilisation	Autres immobilisations corporelles	Total immobilisations corporelles	Goodwill	Total
Valeurs d'acquisition						
Etat au 1 ^{er} janvier 2019	94	20	54	168	44	212
Entrées provenant d'acquisitions	10	—	1	11	97	108
Investissements	20	—	20	40	—	40
Réévaluations	4	—	—	4	—	4
Cessions	—	—	(8)	(8)	—	(8)
Différences de change	—	—	—	—	—	—
Etat au 31 décembre 2019	128	20	67	215	141	356
Amortissements cumulés et impairment						
Etat au 1 ^{er} janvier 2019	25	2	47	74	—	74
Amortissements	2	3	16	21	—	21
Dépréciation de valeur (impairment)	—	—	—	—	32	32
Amortissements cumulés sur cessions	—	—	(6)	(6)	—	(6)
Différences de change	—	—	—	—	—	—
Etat au 1^{er} janvier 2019	27	5	57	89	32	121
Valeurs comptables nettes						
Etat au 1 ^{er} janvier 2019	69	18	7	94	44	138
Etat au 31 décembre 2019	101	15	10	126	109	235

2 Tableau des provisions 2019¹ du groupe

en millions de CHF	Garanties	Litiges	Autres provisions	Total
Etat au 1 ^{er} janvier 2019	7	4	1	12
Constitution	2	1	—	3
Utilisation	—	(1)	—	(1)
Dissolution	(4)	(3)	(1)	(8)
Entrées provenant d'acquisitions	2	—	—	2
Etat au 31 décembre 2019	7	1	—	8

3 Acquisitions de sociétés consolidées du groupe

en millions de CHF	2019	2018
Liquidités	8	1
Créances	27	2
Stocks	20	5
Immobilisations corporelles	11	2
Dettes à court terme non rémunérées	(1)	(2)
Dettes financières	(86)	—
Provisions	(2)	(1)
Impôts différés et actifs, nets	(10)	(1)
Total des actifs nets/(engagements nets) repris	(33)	6
Goodwill	97	2
Total prix d'achat	64	8
Moins liquidités reprises	(8)	(1)
Sorties de fonds, nettes	56	7

¹ Le même tableau de variations doit aussi être publié pour l'exercice précédent.

Quel montant d'impôts le groupe doit-il payer?

6

Les explications sur la situation fiscale contiennent entre autres une réconciliation du taux d'impôt escompté avec le taux effectif, appelée également «tax rate reconciliation» dans le jargon technique. Pour les entreprises actives au niveau international, le taux d'impôt escompté correspond souvent à la moyenne pondérée de tous les taux appliqués sur le plan local. Le taux effectif se calcule à partir des charges fiscales ressortant du compte de résultat par rapport au bénéfice avant impôts.

La charge fiscale effective peut notamment différer de la charge fiscale escomptée en raison de l'influence des facteurs suivants:

- Certaines charges imputées aux comptes consolidés réduisent le bénéfice, mais ne peuvent pas être déduites fiscalement, ce qui augmente la charge d'impôt effective (p. ex. charges dues à la correction de valeur du goodwill).
- Certains produits imputés aux comptes consolidés accroissent le bénéfice, mais ne sont pas imposés, ce qui réduit la charge fiscale effective (p. ex. subventions de l'Etat).
- Des pertes reportées d'exercices précédents non inscrites à l'actif ont été compensées durant l'exercice avec le bénéfice de différentes filiales, ce qui réduit la charge fiscale effective.

Les pertes reportées dont l'effet positif n'a pas été porté à l'actif en raison des possibilités de compensation incertaines doivent être mentionnées avec leurs échéances. Cela permet de déterminer la réduction potentielle future de la charge fiscale effective. Dans l'exemple fourni, on peut compter sur un allègement fiscal potentiel de CHF 8,3 millions (36% de CHF 23 millions) si à l'avenir des bénéfices peuvent compenser toutes les pertes reportées.

Qu'indiquent les données sur la gestion financière des risques?

Les données sur la gestion des risques doivent renseigner sur les risques financiers, notamment les risques de crédit, de liquidité et de marché auxquels une entreprise fait face et sur la manière dont celle-ci gère ces risques. Ces informations sont essentielles pour le lecteur du bilan, car les instruments financiers (p. ex. créances résultant de livraisons et de prestations, immobilisations financières ou dérivés) constituent souvent des positions importantes du bilan en termes

de montants et peuvent donc avoir une influence notable sur l'évolution future d'une entreprise. Font notamment partie des risques de marché le risque de change et le risque de taux d'intérêt. A cet égard, les entreprises doivent publier dans l'annexe des analyses de sensibilité, c'est-à-dire les conséquences futures possibles sur le résultat financier et les fonds propres pouvant résulter des variations des cours de change et des taux d'intérêt. Pour évaluer le risque de liquidité, des indications doivent être fournies sur les échéances contractuelles des engagements financiers. Les données relatives au risque de crédit doivent montrer s'il existe une concentration importante de risques de défaillance au sein de l'entreprise (p. ex. au niveau des créances résultant de livraisons et de prestations).

Les Swiss GAAP RPC ne contiennent pas d'exigence quant à la fourniture d'indications sur la gestion des risques.

Autres questions que les investisseurs devraient se poser au sujet de l'annexe:

- Quelles sont les raisons de la modification des méthodes de comptabilisation et d'évaluation?
- Selon l'entreprise, où se situent les principales incertitudes relatives aux estimations et décisions de jugement du management lors de l'établissement des comptes annuels?
- Certaines entités ont-elles été exclues des comptes consolidés (p. ex. entreprises à but spécifique ou fondations) et, dans l'affirmative, pour quelles raisons?
- Les acquisitions faites par l'entreprise ont-elles donné lieu à un goodwill important? Par quoi ce goodwill est-il justifié? Dans quelle mesure les acquisitions ont-elles contribué au résultat consolidé de l'exercice en question?
- Comment l'impairment et la valeur réalisable du goodwill ont-ils été déterminés et quelles sont les causes de la diminution de valeur?
- Les provisions pour garanties, litiges, contrats exécutés à perte, risques fiscaux, etc., sont-elles appropriées? Des provisions de grande ampleur ont-elles été à nouveau dissoutes?

4 Charges et avoirs de prévoyance¹ du groupe

en millions de CHF	2019	2018
Détermination de l'excédent:		
Valeur actualisée des engagements de prévoyance	(275)	(280)
Juste valeur de la fortune	309	320
Excédent	34	40
dont part non portée à l'actif	(26)	(30)
Avoirs de prévoyance portés à l'actif	8	10
Composition des charges de prévoyance		
Accroissement des prestations	11	13
Charges d'intérêts nettes	(1)	(1)
Charges des plans à régime de prestations définies	10	12
Charges des plans à régime de cotisations définies	5	4
Charges de prévoyance	15	16
Détails des avoirs de prévoyance portés à l'actif:		
Avoir au 1 ^{er} janvier	10	10
Charges comptabilisées pour les plans à régime de prestations définies	(10)	(12)
Cotisations de l'employeur	5	13
Gain (Perte) technique	3	(1)
Avoir au 31 décembre	8	10

5 Echéances contractuelles des dettes financières 2019² du groupe

en millions de CHF	Valeur comptable	Paiements contractuels ³	Echéance (années)			
			Jusqu'à 1	De 1 à 2	De 3 à 5	Plus de 5
Prêts bancaires	113	116	15	34	67	0
Hypothèques	90	93	7	11	54	21
Autres dettes rémunérées	7	8	3	3	2	0
Engagements de leasing	20	21	7	6	5	3
Dettes résultant de livraisons et de prestations	62	62	62	0	0	0
Instruments financiers dérivés	19	20	2	3	9	6
Total	311	320	96	57	137	30

6 Justificatif du taux d'impôt du groupe

	2019	2018
	en %	
Taux d'impôt moyen escompté au sein du groupe	36	31
Effet des charges non déductibles sur le plan fiscal	5	—
Effet de produits exonérés d'impôts	(1)	(10)
Compensation de reports de pertes non portés à l'actif	(7)	(5)
Taux d'impôt effectif	33	16
Echéance des reports de pertes fiscalement imputables, dont l'incidence fiscale n'a pas été portée à l'actif		
	en millions de CHF	
moins d'1 an	3	—
1 à 2 ans	5	4
2 à 3 ans	4	5
3 à 4 ans	2	4
plus de 4 ans	9	11
Total	23	24

¹ Extrait des informations devant être publiées selon les IFRS

² La même preuve de changement doit également être divulguée pour l'année précédent

³ y c. les paiements d'intérêt estimés

Rapport de l'organe de révision

Questions et réponses

Sur mandat de l'Assemblée générale, l'organe de révision vérifie si les comptes annuels ou consolidés sont conformes aux dispositions légales et aux statuts. Dans son rapport, il émet des assertions quant au respect des prescriptions des normes de présentation des comptes appliquées, mais il ne s'exprime ni sur la performance économique de l'entreprise auditée ni sur ses perspectives d'avenir.



Les explications qui précèdent montrent la marge d'appréciation dont dispose une entreprise pour établir ses comptes annuels. Chaque fois que des décisions à prendre laissent une certaine latitude, il faut se livrer à une appréciation de l'avenir. «Accounting is an art, and not a science», entend-on dire parfois.

La clarté, la sincérité et la prudence en matière de bilan sont des principes de base de l'établissement des comptes que l'entreprise et le réviseur ne doivent jamais perdre de vue. Compte tenu de l'évolution rapide de notre environnement, les normes de présentation des comptes ne peuvent constituer qu'un cadre général. Elles autorisent donc une marge d'interprétation et requièrent l'usage du bon sens, aussi bien de la part de ceux qui préparent le bilan que de ceux qui le lisent. Mais même l'application des normes de présentation les plus rigoureuses ne permettra pas, à l'avenir également, d'empêcher à temps la débâcle d'une entreprise, comme le montrent des exemples récemment survenus dans l'économie.

La révision des comptes annuels doit fournir l'assurance raisonnable que les comptes dans leur ensemble ne contiennent pas d'anomalies significatives. Le réviseur ne peut pas fournir une assurance absolue en raison du recours inévitable à une marge d'interprétation, des vérifications par sondages ainsi que des limites inhérentes à tout système comptable et à tout contrôle interne.

Quelles entreprises doivent être auditées et comment?

Depuis 2008, l'obligation de révision est indépendante de la forme juridique de l'entreprise (art. 727 ss. CO). Pour répondre aux questions liées à l'étendue de l'audit et aux exigences d'indépendance de l'organe de révision, l'importance économique d'une entreprise est décisive. On distingue les catégories d'entreprises suivantes:

- les sociétés ouvertes au public
- les sociétés ayant une importance économique (si deux des critères de taille ci-après sont dépassés au cours de deux exercices consécutifs: total du bilan de CHF 20 millions, chiffre d'affaires de CHF 40 millions, effectif de 250 emplois à plein temps en moyenne annuelle – l'exercice sous revue et l'exercice précédent entrent en ligne de compte)
- les sociétés qui ont l'obligation d'établir des comptes de groupe
- les petites et moyennes entreprises
- les micro-entreprises (petites et moyennes entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 10 emplois à plein temps en moyenne annuelle).

Selon la taille de l'entreprise, des exigences plus ou moins strictes sont posées à la révision: les comptes annuels des sociétés ouvertes au public et des entreprises ayant une importance économique ainsi que les comptes consolidés sont soumis à un contrôle ordinaire. Contrairement au contrôle restreint, le contrôle ordinaire comporte également une appréciation relative à l'existence d'un système de contrôle interne (SCI).

Les petites et moyennes entreprises peuvent se contenter d'un contrôle restreint, lequel se fonde essentiellement sur des sondages, des opérations d'audit analytiques et des contrôles détaillés appropriés. Les micro-entreprises peuvent même renoncer entièrement à une révision si tous les associés sont d'accord («opting out»).

Que contrôle l'organe de révision?

S'agissant du contrôle ordinaire, l'art. 728a CO stipule que l'organe de révision vérifie:

- si les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes de groupe sont conformes aux dispositions légales, aux statuts et à la norme de présentation des comptes retenue,
- si la proposition du Conseil d'administration à l'Assemblée générale concernant l'emploi du bénéfice est conforme aux dispositions légales et aux statuts, et
- s'il existe un SCI.

Dans le rapport succinct sur le contrôle ordinaire à l'Assemblée générale, l'organe de révision donne une assurance positive, c'est-à-dire qu'il prend position, dans son opinion d'audit, sur la question de savoir si les prescriptions applicables ont été respectées ou non.

Les tâches légales liées au contrôle restreint sont sensiblement différentes de celles du contrôle ordinaire. Selon l'art 729a CO, l'organe de révision vérifie s'il existe des faits dont il résulte:

- que les comptes annuels ne sont pas conformes aux dispositions légales et aux statuts, et
- que la proposition du Conseil d'administration à l'Assemblée générale concernant l'emploi du bénéfice au bilan n'est pas conforme aux dispositions légales et aux statuts.

Dans le rapport sur le contrôle restreint à l'Assemblée générale, l'organe de révision donne donc une assurance négative. Dans son opinion d'audit, il indique s'il a constaté des faits permettant de conclure que les prescriptions applicables n'ont pas été respectées. De plus, le rapport ne se prononce pas quant au SCI de la société.

Le droit de la société anonyme prévoit expressément que l'audit de la gestion ne fait pas partie des tâches de l'organe de révision. La formulation est identique pour les deux types de révision (contrôle ordinaire et contrôle restreint). Cette disposition permet de délimiter clairement les responsabilités entre le Conseil d'administration et l'organe de révision.

Qu'est-ce qu'un système de contrôle interne?

Le SCI est un instrument de gestion important de l'entreprise. Il recouvre l'ensemble des processus, méthodes et mesures ordonnés par le Conseil d'administration et la Direction garantissant le bon déroulement des activités de l'entreprise. Le SCI est intégré dans les processus opérationnels à tous les échelons de l'entreprise. Il constitue donc un élément essentiel de la gouvernance d'entreprise.

Comme mentionné plus haut, la loi exige que l'organe de révision vérifie, dans le cadre d'un contrôle ordinaire, s'il existe un SCI. Contrairement aux prescriptions étrangères, cette vérification porte uniquement sur l'existence du SCI et pas sur son efficacité. Le Code des obligations lui-même ne contient aucune disposition concernant la forme concrète du SCI et ne précise pas non plus les domaines du SCI que l'audit doit couvrir. Dans la pratique, il règne un large consensus sur le fait que le SCI concerne l'établissement des comptes annuels. Le Conseil d'administration et la Direction doivent ou peuvent ainsi déterminer eux-mêmes la nature et l'étendue des contrôles internes.

Comment la révision est-elle effectuée et pourquoi le processus de révision est-il ainsi formalisé?

La manière dont l'auditeur parvient à ses constatations n'est pas ancrée dans la loi. En revanche, il existe des normes d'audit nationales et internationales, comme les International Standards on Auditing (ISA), qui décrivent en détail les exigences relatives à l'audit. Si des comptes consolidés sont établis selon le

référentiel comptable international des International Financial Reporting Standards (IFRS), les ISA sont applicables¹.

Dans le cadre du contrôle ordinaire des comptes conformément aux normes comptables nationales (Code des obligations et Swiss GAAP RPC), les auditeurs en Suisse suivent les Normes d'audit suisses (NAS) édictées par EXPERTsuisse (anciennement Chambre fiduciaire). Celles-ci constituent essentiellement une traduction des ISA, mais tiennent également compte des spécificités suisses.

En ce qui concerne le contrôle restreint, la Norme relative au contrôle restreint (NCR) est déterminante.

Toutes les normes d'audit contiennent notamment des formulations standard applicables aux confirmations de mandat, aux déclarations d'intégralité et au rapport de l'organe de révision.

Indépendamment du type de révision et des normes d'audit applicables, la compréhension des activités de l'entreprise et du secteur dans lequel celle-ci évolue est une condition indispensable pour réaliser un audit efficace. En élaborant sa stratégie d'audit, l'organe de révision examine notamment les activités de l'entreprise et l'environnement dans lequel elle opère, la comptabilité et les contrôles internes. L'approche d'audit repose sur une procédure orientée sur les risques. L'organe de révision concentre donc ses travaux sur les postes ou les affirmations des comptes annuels qui peuvent présenter des anomalies significatives. A cet égard, une information est toujours significative si son omission ou sa présentation erronée peut influencer les décisions économiques prises par les destinataires sur la base des comptes annuels.

De quoi l'organe de révision est-il responsable?

L'organe de révision a pour tâche d'émettre une opinion d'audit ou une affirmation sur les comptes annuels dans leur ensemble. Il vérifie les transactions et les soldes au moyen de sondages et évalue le caractère approprié des méthodes de présentation des comptes utilisées. A cet égard, le réviseur doit connaître l'entreprise et comprendre son modèle d'affaires. Il recourt aussi parfois à des spécialistes, par exemple pour évaluer les provisions pour impôts, examiner les conséquences de documents contractuels complexes sur la présentation

¹ S'agissant des United States Generally Accepted Accounting Principles (US GAAP), l'audit s'effectue selon les entreprises conformément aux United States Generally Accepted Auditing Standards (US GAAS) ou aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB).

des comptes ou vérifier la valeur de certaines unités de l'entreprise et du goodwill qui s'y rapporte. Son travail consiste notamment à examiner un certain nombre de faits et à évaluer des éventualités en tenant compte de scénarios tant optimistes que pessimistes. Ce processus aboutit à la formulation de l'opinion d'audit, laquelle précise si les comptes annuels dans leur ensemble correspondent aux prescriptions des normes de présentation des comptes appliquées et à la loi ainsi qu'aux statuts (ou assurance négative susmentionnée en cas de contrôle restreint).

Quel est le degré d'indépendance des réviseurs vis-à-vis de l'entreprise à auditer?

L'indépendance de l'organe de révision vis-à-vis de l'entreprise devant être auditée, de ses actionnaires majoritaires et de ses organes est exigée aux art. 728 et 729 CO. Cette indépendance fait l'objet d'une confirmation explicite dans le rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale. La loi précise quels faits, quels mandats et quelles relations sont incompatibles avec l'indépendance. Ainsi, l'établissement des comptes annuels ou l'évaluation d'une position du bilan par l'organe de révision ne serait pas compatible avec le mandat d'audit, car l'organe de révision devrait alors contrôler son propre travail (auto-révision). Les dispositions en matière d'indépendance interdisent également aux personnes participant à l'audit de détenir des actions de l'entreprise devant être auditée ou d'avoir une relation étroite inappropriée avec l'entreprise et sa Direction. En cas de contrôle ordinaire, l'obligation de rotation au sens de l'art. 730a al. 2 CO s'applique également: la personne qui dirige l'audit peut exercer ce mandat pendant sept ans au plus. Les exigences légales sont ancrées dans les directives relatives à l'indépendance de l'association professionnelle (EXPERTsuisse). Le but de ces dispositions est que l'organe de révision puisse former son opinion d'audit de manière objective.

S'agissant des sociétés ouvertes au public, des dispositions plus strictes en matière d'indépendance s'appliquent. Le rapport entre les prestations d'audit statutaires et les prestations supplémentaires demandées ont fait l'objet d'un débat public critique constant ces dernières années. Pour des raisons d'indépendance, la part des honoraires provenant des prestations supplémentaires doit représenter une saine proportion par rapport aux honoraires liés aux prestations d'audit.

Du point de vue de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR), il existe une obligation de déclaration à partir d'un rapport 1:1. Dans l'Union européenne, un plafond correspondant à 70% des honoraires d'audit moyens des trois dernières années s'applique aux «non-audit services». Les pays membres peuvent toutefois définir la limitation des «non-audit services» de manière encore plus restrictive.

Qui est responsable de l'absence de fraudes et d'erreurs?

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés et des comptes individuels conformément aux prescriptions légales. A ce titre, il lui incombe aussi d'empêcher ou de détecter les fraudes. Pour ce faire, il dispose de différents instruments, comme par exemple la révision interne ou le SCI. Mais l'importance du «tone at the top» et du «tone from the top», c'est-à-dire l'instauration d'une culture d'ouverture et d'exigences éthiques élevées, qui exige de respecter les lois et les règles de conduite internes, ne doit pas être sous-estimée. La formulation d'un code de conduite et l'émission d'instructions et de directives constituent autant de mesures pour y parvenir. De plus, une hotline d'alerte («whistle-blower hotline») est souvent mise en place dans les grandes entreprises. Les collaborateurs, mais aussi des parties prenantes externes, peuvent s'y adresser anonymement pour annoncer les éventuelles irrégularités commises au sein de l'entreprise.

L'organe de révision doit aborder et exécuter son travail en faisant preuve d'esprit critique («professional skepticism»). Il prête attention aux faits qui augmentent le risque d'une anomalie significative dans les comptes. En planifiant les travaux, le réviseur responsable doit parler avec son équipe de la vulnérabilité de l'entreprise à l'égard de violations dues à la fraude. Lors de ses travaux d'audit, l'organe de révision tient compte du SCI. Il doit demander au Conseil d'administration et à la Direction s'ils sont au courant de fraudes, comment ils en évaluent la probabilité et quelles mesures ils ont prises pour assumer leur propre responsabilité. Si le réviseur constate des cas de fraude ou d'autres violations de la loi dans le cadre de ses travaux, il doit en aviser à temps les organes appropriés. Etant donné qu'une assurance absolue ne peut pas être atteinte lors d'un audit, il n'existe aucune garantie que des cas de fraude seront détectés dans le cadre d'un audit.

Pourquoi la teneur du rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale est-elle si générale?

Le rapport de l'organe de révision est le résultat accessible aux actionnaires et, dans le cas des sociétés ouvertes au public, également au public de la vérification des comptes annuels et des comptes consolidés. Il s'inspire du texte standard établi par les normes comptables internationales et par l'association professionnelle (EXPERTsuisse). Les rapports des organes de révision suivent ainsi les mêmes principes dans le monde entier. L'avantage d'une formulation standard réside dans sa comparabilité. Elle permet en outre au lecteur d'identifier immédiatement et clairement les écarts.

Le rapport de l'organe de révision décrit l'objet du contrôle (comptes consolidés, comptes annuels), présente les responsabilités et le contenu d'un contrôle et décrit l'opinion d'audit. En règle générale, le respect des normes de présentation des comptes appliquées, de la loi et des statuts peut être confirmé. On ne s'écarte que dans quelques cas de la formulation standard. Par exemple lorsque l'organe de révision ne peut pas confirmer totalement que les dispositions des normes de présentation des comptes applicables ont été respectées. Le non-respect d'une disposition peut, s'il est important, entraîner un écart par rapport à la formulation standard, l'opinion d'audit étant alors assortie d'une réserve. Dans d'autres cas, le réviseur peut considérer, comme dans l'exemple mentionné, qu'il est nécessaire de faire état d'une incertitude significative concernant par exemple un litige juridique. Il est donc recommandé, en examinant des comptes annuels, de consulter ce rapport pour vérifier si l'organe de révision attire l'attention sur des violations des normes de présentation des comptes ou sur des incertitudes en matière d'évaluation, voire sur des risques eu égard à la continuation de l'exploitation.

Depuis la fin de l'année 2016, l'organe de révision des sociétés cotées en bourse doit – comme dans l'exemple cité – décrire les aspects particulièrement importants de l'audit (éléments clés de l'audit ou «Key Audit Matters») dans son rapport. Cette nouveauté visait à accroître la

transparence et la pertinence des rapports de l'organe de révision des sociétés ouvertes au public. Les «Key Audit Matters» représentent les faits qui, du point de vue de l'organe de révision, étaient les plus importants pour l'audit des comptes annuels. Il peut s'agir notamment des éléments suivants:

- Domaines présentant un risque élevé d'erreur
- Marges d'appréciation ou incertitudes d'estimation importantes
- Opérations ou événements significatifs

Pour les sociétés cotées en bourse, l'indication des «Key Audit Matters» marque donc une différence par rapport au rapport jusqu'ici largement standardisé et des informations complémentaires sur la révision sont communiquées au public.

Comment l'organe de révision communique-t-il avec le Conseil d'administration?

Même lorsque l'organe de révision est choisi par l'Assemblée générale, le Conseil d'administration est, avec la Direction, l'interlocuteur principal lors de l'exécution de la révision. La nature et la fréquence de la communication dépendent des circonstances concrètes. S'agissant des petites entreprises, l'organe de révision participe éventuellement à la réunion du Conseil d'administration lors de laquelle celui-ci approuve les comptes annuels. Pour les sociétés ouvertes au public, l'organe de révision se réunit plusieurs fois par an avec le Conseil d'administration ou le Comité d'audit. Dans le cas d'un contrôle ordinaire, l'organe de révision doit, sur la base des dispositions légales (art. 728b CO), établir un rapport détaillé à l'attention du Conseil d'administration. Celui-ci contient des constatations sur la présentation des comptes, le système de contrôle interne ainsi que l'exécution et le résultat de la révision. Ces constatations comprennent des explications sur, entre autres, la stratégie d'audit de l'organe de révision, les points principaux de la révision, la période de l'audit, les travaux d'audit effectués et le rapport à l'Assemblée générale. Le rapport détaillé est destiné au Conseil d'administration. Ni les actionnaires ni d'autres parties intéressées (créanciers) ne peuvent donc le consulter.



Les réviseurs sont-ils aussi révisés?

L'introduction de la Loi sur la surveillance de la révision (LSR) s'est accompagnée de la création de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR), qui est responsable des personnes physiques et des entreprises fournissant des prestations de révision et qui surveille en particulier les organes de révision des sociétés ouvertes au public. Pour exécuter une révision prescrite par la loi, il faut avoir reçu l'agrément de l'ASR. Les organes de révision des sociétés ouvertes au public doivent disposer d'un agrément en tant qu'entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat. Pour réaliser un contrôle ordinaire, un agrément en tant qu'expert-réviseur est requis, et pour un contrôle restreint, un agrément en tant que réviseur. L'ASR tient un registre public des agréments.

1

Dans le présent exemple, il est explicitement mentionné des incertitudes concernant un litige juridique relatif à une licence, dans lequel l'entreprise est la partie défenderesse. Mais, malgré cette incertitude, l'organe de révision a pu émettre une opinion d'audit non modifiée, car il est parvenu à la conclusion que ce problème était présenté de manière appropriée dans l'annexe. L'explication à ce sujet est capitale pour l'interprétation du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'entreprise.



Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée générale de Modèle Holding SA, LIEU

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Modèle Holding SA et de ses filiales (le Groupe), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2019, le compte de résultat global consolidé, le tableau des capitaux propres consolidé et le tableau des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice arrêté à cette date ainsi que l'annexe aux états financiers consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2019 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice arrêté à cette date conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) et sont conformes à la loi suisse.

Bases de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi suisse dans le respect des International Standards on Auditing (ISA) et des Normes d'audit suisses (NAS). Notre responsabilité selon ces dispositions et ces normes est décrite plus en détail dans le paragraphe du présent rapport intitulé «Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des états financiers consolidés». Nous sommes indépendants du Groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession ainsi que du Code of Ethics for Professional Accountants (code IESBA) et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Eléments clés de l'audit



Evaluation de la valeur du goodwill

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants pour notre audit des états financiers consolidés de l'exercice. Nous avons examiné ces éléments dans le cadre de l'audit global du groupe et nous les avons pris en compte lors de la constitution de l'opinion d'audit que nous avons émise; il n'est pas fourni d'opinion d'audit distincte à leur sujet.



Evaluation de la valeur du goodwill

Elément clé de l'audit

Au 31 décembre 2019, le bilan du Groupe présente un goodwill d'un montant de CHF 109 millions.

La valeur du goodwill est vérifiée par la Direction au moins une fois par an et dépend de l'obtention de flux de trésorerie futurs suffisants.

Lors de l'affectation du goodwill aux unités génératrices de trésorerie (Cash Generating Units, CGU), de l'estimation des flux de trésorerie et des taux de croissance futurs de ces CGU ainsi que de la détermination de taux d'actualisation appropriés, la Direction émet des hypothèses clés. Par conséquent, les résultats des tests de dépréciation s'accompagnent d'une importante incertitude d'estimation.

Notre approche

Dans le cadre de nos procédures, nous avons évalué si une méthode adéquate a été choisie pour les tests de dépréciation, si les calculs sont compréhensibles et si les hypothèses retenues sont appropriées. Nous avons fait appel à nos spécialistes en matière d'évaluation afin de soutenir nos procédures d'audit.

Pour un échantillon de CGU sélectionnées sur la base de facteurs qualitatifs et quantitatifs, nous avons notamment examiné sous un angle critique les principales données d'entrée et hypothèses des tests de dépréciation, y compris l'affectation du goodwill aux CGU, les flux de trésorerie futurs et les taux de croissance à long terme. En outre, nous avons comparé les paramètres des taux d'actualisation utilisés avec des informations publiquement disponibles et le groupe de référence.

Nous avons réconcilié les chiffres prévisionnels avec le business plan approuvé par le Conseil d'administration. De plus, nous avons examiné l'exactitude historique du business plan au moyen d'une comparaison pluriannuelle des chiffres prévisionnels avec les chiffres réels et nous avons réalisé des analyses de sensibilité.

Par ailleurs, nous nous sommes assurés que les données relatives aux tests de dépréciation et aux analyses de sensibilité sont reproduites de manière appropriée dans l'annexe aux états financiers consolidés.

Pour plus d'informations concernant le goodwill, voir:

- Principes d'évaluation, p. X
- Note X Goodwill



Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention sur la note ... de l'annexe aux états financiers consolidés, qui décrit une incertitude importante relative à l'issue d'un procès engagé à l'encontre de la société. Etant donné que l'issue de ce procès est actuellement imprévisible, aucune provision n'a été comptabilisée. Ce point ne remet pas en cause l'opinion exprimée ci-dessus.

Autres informations du rapport de gestion

Le Conseil d'administration est responsable des autres informations du rapport de gestion. Les autres informations comprennent toutes les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des états financiers consolidés, des comptes annuels, du rapport de rémunération et de nos rapports correspondants.

Les autres informations du rapport de gestion ne constituent pas l'objet de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés et nous ne formulons aucune appréciation sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit du Groupe, il est de notre devoir de lire les autres informations et de juger s'il existe des incohérences significatives par rapport aux états financiers consolidés ou à nos conclusions d'audit, ou si les autres informations semblent présenter des anomalies significatives d'une autre façon. Si, sur la base de nos travaux, nous arrivons à la conclusion qu'il existe une anomalie significative dans les autres informations, nous devons produire un rapport. Nous n'avons aucune remarque à formuler à ce sujet.

Responsabilité du Conseil d'administration pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des états financiers consolidés donnant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les IFRS et les exigences légales. Le Conseil d'administration est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre l'exploitation de l'entreprise. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du Groupe à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des états financiers consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé en conformité avec la loi suisse dans le respect des ISA et des NAS permette toujours de détecter une anomalie qui pourrait exister. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit en conformité avec la loi suisse dans le respect des ISA et des NAS, nous exerçons notre jugement professionnel et nous faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- Nous identifions et nous évaluons les risques d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, nous planifions et mettons en œuvre des mesures d'audit en réponse à ces risques, et nous réunissons les éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, des déclarations volontairement erronées faites à l'auditeur ou le contournement de contrôles internes.



- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de planifier des mesures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne du Groupe.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations fournies les concernant.
- Nous évaluons si l'établissement du bilan par le Conseil d'administration selon le principe de la continuité de l'exploitation est adéquat et si, sur la base des éléments probants recueillis, des incertitudes significatives existent en rapport avec des événements ou des faits, qui pourraient jeter un doute considérable sur les capacités du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion qu'il existe une incertitude significative, nous sommes dans l'obligation d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations correspondantes dans l'annexe aux états financiers consolidés ou, si les informations qu'elle contient sont inappropriées, de rendre une opinion d'audit avec réserve ou défavorable. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou faits futurs peuvent toutefois conduire à l'abandon par le Groupe de la continuité de l'exploitation.
- Nous évaluons la présentation dans son ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations données dans l'annexe, et nous estimons si les états financiers consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de façon à donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du Groupe.
- Nous recueillons des éléments probants suffisants et adéquats sur les informations financières des entités et sur les activités au sein du Groupe, afin de délivrer notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe. Nous avons la responsabilité exclusive de notre opinion d'audit.

Nous nous entretenons avec le Conseil d'administration ou avec sa commission compétente, notamment sur l'étendue planifiée et sur le calendrier de l'audit, ainsi que sur les constatations d'audit significatives, y compris les faiblesses significatives éventuelles dans les contrôles internes constatées lors de notre audit.

Nous remettons au Conseil d'administration ou à sa commission compétente une déclaration, dans laquelle nous confirmons que nous avons respecté les exigences d'indépendance pertinentes, et nous nous entretenons avec eux sur toutes les relations et autres éléments qui peuvent raisonnablement apparaître comme portant atteinte à notre indépendance, ainsi que sur les mesures de sauvegarde prises le cas échéant dans ce contexte.

Parmi les éléments sur lesquels nous nous sommes entretenus avec le Conseil d'administration ou avec sa commission compétente, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice et qui constituent ainsi des éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans notre rapport, sauf si la loi ou d'autres dispositions réglementaires en interdisent la publication. Dans des cas extrêmement rares, nous pouvons parvenir à la conclusion de ne pas communiquer un élément dans notre rapport, car il serait raisonnablement possible de s'attendre à ce que les conséquences négatives qui en seraient liées excéderaient les avantages d'une telle communication pour l'intérêt public.



Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous confirmons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des états financiers consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les présents états financiers consolidés.

KPMG SA

Nom
Expert-réviseur agréé(e)
Réviseur(-se) responsable

Nom
Expert-réviseur agréé(e)

Lieu, Date

Annexe

- Etats financiers consolidés comprenant le bilan consolidé, le compte de résultat global consolidé, le tableau des capitaux propres consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidé et l'annexe aux états financiers consolidés

Contacts

Hélène Béguin

Partner et membre du Conseil d'administration,
Responsable de la Suisse romande
T +41 58 249 45 74
E hbegu@kpmg.com

Alexandra Depoire

Partner Audit et responsable Audit Corporates
Suisse romande
T +41 58 249 65 09
E alexandradepoire@kpmg.com

Daniel Haas

Partner Audit et Accounting Advisory Services
T +41 58 249 33 82
E dhaas@kpmg.com

Philipp Hallauer

Partner et membre de la Direction,
Responsable National Quality & Risk Management,
T +41 58 249 41 97
E phallauer@kpmg.com

Prof. Reto Eberle

Partner Audit DPP,
Membre de la Fondation RPC
T +41 58 249 42 43
E reberle@kpmg.com

Therese Amstutz

Director Conseil juridique
T +41 58 249 54 38
E tamstutz@kpmg.com

Jean-Baptiste Choulay

Senior Manager Audit Corporates
Suisse romande
T +41 58 249 37 36
E jchoulay@kpmg.com

Editeur

KPMG SA
Räffelstrasse 28
Case postale
CH-8036 Zurich

T +41 58 249 31 31
kpmgpublications@kpmg.com

Concept & rédaction

Manuela Zwald & Sandro Rohrer,
KPMG SA

Création

van Beusekom design & brand solutions

Typographie

hellermeier gmbh – visual communication

Traduction & correction

Julie Priestley, KPMG SA

Impression

PrintCenter Hergiswil

Photos

Daniel Hager
Geertjan van Beusekom
iStock
Getty Images



La republication des articles requiert l'autorisation écrite de l'éditeur ainsi que la mention «Clarity on Business Reporting».

L'information contenue ici est de nature générale et ne prétend en aucun cas s'appliquer à la situation d'une personne physique ou morale quelconque. Même si nous mettons tout en œuvre pour fournir une information précise en temps opportun, nous ne pouvons pas garantir que cette information est fidèle à la réalité au moment où elle est reçue ou qu'elle continuera de l'être à l'avenir. Cette information ne saurait être exploitée sans un conseil professionnel basé sur une analyse approfondie de la situation en question. Les prescriptions réglementaires relatives à l'indépendance de l'auditeur déterminent l'étendue de la collaboration avec les clients d'audit. Si vous souhaitez en savoir plus sur la manière dont KPMG SA traite vos données personnelles, veuillez lire notre **Privacy Policy** que vous trouverez sur notre site Internet www.kpmg.ch.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des personnes interrogées/personnes sondées/auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de KPMG SA.

© 2020 KPMG SA est une filiale de KPMG Holding SA, elle-même membre du réseau KPMG d'entreprises indépendantes rattachées à KPMG International Cooperative ("KPMG International"), une personne morale suisse. Tous droits réservés.



☎ Lire et comprendre les **rapports annuels**
kpmg.ch/businessreporting